

Emilie Frenkiel

Comprendre le présent et l'avenir politique de la Chine Conversations avec trois universitaires engagés chinois

Les trois entretiens d'intellectuels chinois présentés dans cet article sont issus de ma recherche doctorale, portant sur le débat au sein des universités chinoises autour de la réforme politique depuis le début des années 1990 et destinée à comprendre la résilience du régime¹, insoupçonnée au lendemain de la répression du 4 juin 1989 et de l'effondrement de l'Union Soviétique. Cette réflexion était d'autant plus urgente que très peu d'études sont consacrées à la réforme politique (*zhengzhi tizhi gaige*, ou réforme de la structure politique), annoncée dès 1986 par Deng Xiaoping². En effet, les analystes n'en parlent le plus souvent que pour déplorer son absence³. Et sans doute, une réforme dont l'objectif officiel est de moderniser et de renforcer la légitimité du parti unique et de garantir le maintien du PCC au pouvoir ne répond pas aux attentes d'une réelle réforme politique. Il ne s'agit pas d'une redistribution du pouvoir vers les pans de la société qui en sont privés et qui ne sont pas appelés à participer à l'action politique de façon significative. Néanmoins, le régime évolue, notamment à travers des mesures prétendant à plus d'efficacité, de responsabilité (*accountability*, *zerenxing*), et introduisant de nouvelles formes de contrôle social. Diverses études ont montré qu'il était ainsi parvenu à devenir plus légitime aux yeux de la population chinoise⁴.

Pour démêler l'écheveau du débat foisonnant sur la réforme politique, je me suis concentrée par conséquent sur les débats intellectuels, au sein des universités chinoises et en dialogue avec les universités dans le reste du monde. Ma recherche porte ainsi principalement sur une vingtaine d'universitaires chinois⁵ en sciences humaines et sociales (principalement politistes, historiens, philosophes et économistes) des grandes universités chinoises (de Pékin, Shanghai, Canton et Tianjin) ou de Hong-Kong et leurs propositions de réforme. Cette vingtaine d'universitaires donnent le ton des idées nouvelles dans la société chinoise, fait dont l'importance est renforcée par la nature des liens qui les attache à la nouvelle génération. Mais elle n'est en rien représentative de l'ensemble de la communauté académique chinoise. On peut considérer qu'ils ont des carrières d'exception, ce qui permet d'expliquer, outre la nature technocratique du régime et l'assez grand respect accordé au savoir et à l'expertise en Chine, l'écoute dont ils bénéficient. Ces universitaires se démarquent de la majorité silencieuse de leurs collègues car ils se fondent sur leurs recherches et leur expertise pour se prononcer en dehors du cadre strictement académique et pour émettre des propositions de réforme politique⁶. Ce sont des intellectuels de renom – intellectuels au sens où ces professeurs d'université s'engagent dans la sphère publique pour dresser un bilan des « problèmes » urgents à résoudre pour « sauver la Chine », faire part de leurs analyses et de leurs points de vue sur différents sujets d'actualité et pour défendre certaines valeurs. Le choix de ces « intellectuels publics » (*gonggong zhibijefenzi*), pour reprendre le

¹ Voir A. NATHAN, *Authoritarian resilience*. « Journal of Democracy » 14 (1/2003).

² En 1987, Zhao Ziyang, dans son rapport politique au XIIIe Congrès du PCC, présente les grands axes de cette réforme. Il s'agit de séparer le Parti du gouvernement, de déléguer davantage de pouvoir aux échelons locaux, de rationaliser la bureaucratie gouvernementale, de professionnaliser le système, d'établir de nouveaux mécanismes de feedback entre le Parti et le peuple, de renforcer les fonctions de surveillance et de législation du système des assemblées populaires et des organisations de masse, et de mettre en place un système d'état de droit socialiste. Voir Y.C. WONG, *From Deng Xiaoping to Jiang Zemin*, University Press of America, 2005, p. 10.

³ Les ouvrages consacrés à la question sont très peu nombreux. Le premier est certainement Y.C. WONG, *From Deng Xiaoping to Jiang Zemin*, University Press of America, 2005. Il fut suivi d'ouvrages collectifs : E.J. PERRY & M. Goldman. *Grassroots Political Reform in Contemporary China*, Harvard University Press. 2007 S. ZHAO. éd. *Debating political reform in China: rule of law vs. democratization*, New York: M.E. Sharpe, 2006.

⁴ Voir notamment W. TANG. *Public Opinion And Political Change In China*, Stanford University Press 2005.

⁵ Par ordre alphabétique : Cui Zhiyuan, Deng Zhenglai, Gan Yang, He Zengke, Kang Xiaoguang, Li Qiang, Liu Dong, Liu Jiunning, Pan Wei, Ren Jiantao, Wang Shaoguang, Xiao Gongqin, Xu Jilin, Xu Youyu, Yang Guangbin, Yao Yang, Zheng Yongnian, Zhu Guanglei (plus Qin Hui, Yu Keping, Hu Angang, Zhu Xueqin, Jiang Qing).

⁶ Ils interviennent dans des revues intellectuelles générales telles que *Dushu*, *Ersheyi shiji*, *Xueren* ou *Zhanlue yu guanli* (revue fermée par les autorités en septembre 2004) ou même des hebdomadaires plutôt libéraux comme le *Nanfang Zhoumo*, mais aussi sur des sites web comme *Tianya* et des blogs etc.

pléonasmе américain employé en Chine qui permet de désigner les intellectuels s'adressant à un public intellectuel sur des questions d'ordre politique ou idéologique⁷, est motivé par leurs prises de parole et publications au sujet de la question de la réforme politique, ainsi que par leur impact potentiel.

L'engagement de ces intellectuels chinois contemporains dans le débat sur la réforme est conditionné par leur représentation de l'époque dans laquelle ils vivent et de l'avenir du régime politique chinois, et plus particulièrement de l'impact des réformes économiques lancées par Deng Xiaoping à la fin de la Révolution Culturelle, de la politique d'ouverture à l'étranger (et notamment aux pensées et systèmes politiques occidentaux), de la répression du mouvement de juin 1989, de l'entrée de la Chine à l'Organisation Mondiale du Commerce, ou encore de la montée de violents mouvements de protestation dans les villes et campagnes chinoises ces quinze dernières années.

Mon enquête comprend une dimension sociologique ; à savoir, l'analyse du statut des chercheurs, des contours de la liberté académique et du rapport des universitaires engagés au pouvoir. Elle comporte également un volet prosopographique puisqu'elle dresse le portrait intellectuel d'une génération d'un certain type d'intellectuels chinois. Elle s'interroge sur la possibilité, pour ce groupe, d'aborder la question cruciale de la réforme politique dans le contexte chinois actuel : Parti unique, censure, dépolitisation et cantonnement durables de la science politique aux études marxistes et maoïstes. Leur analyse personnelle (liée à leur discipline d'expertise, mais aussi à leur expérience et à leur positionnement idéologique) de la situation actuelle et des « conditions chinoises » (*guoqing*), leur attitude face à la « tradition » chinoise (*zhongguo wenhua chuandong*) et l'examen de la réception des divers théories et modèles politiques occidentaux offrent un angle d'approche précieux pour présenter dans sa complexité l'éventail des courants politiques qui s'expriment malgré tout ouvertement dans de nombreuses publications, lors de rencontres intellectuelles et encore sur Internet.

Les intellectuels que j'étudie en particulier appartiennent à diverses tendances. Ren Jiantao est un philosophe ayant fait carrière à l'université Sun Yat-sen à Canton avant de rejoindre l'Université du Peuple à Pékin. Il est associé aux libéraux. L'historien de Shanghai Xiao Gongqin fut la figure de proue des néo-autoritaristes et le premier théoricien du néo-conservatisme chinois. Le professeur de science politique Wang Shaoguang, de l'Université chinoise de Hong Kong, est à l'origine du débat sur la capacité de l'État qui a lancé la Nouvelle gauche.

Des entretiens qualitatifs avec ces chercheurs ainsi que l'étude de leurs travaux et interventions publiques offrent la possibilité d'explorer et d'aller au delà des catégories imparfaites de « conservatisme », « Nouvelle gauche » et « libéralisme », de mieux comprendre la diversité des points de vue au sein de ces courants, mais aussi de mieux situer les penseurs en marge de la confrontation de ces deux derniers groupes. Le « néo-conservatisme » (*xin baoshouzhuyi*) a été théorisé de façon précise par Xiao Gongqin pour justifier la nécessité d'une transition autoritaire en mesure de garantir la stabilité sociale et de stimuler efficacement le développement économique du pays. Le terme est ensuite progressivement employé de manière beaucoup plus lâche pour désigner à la fois le discours officiel, l'esprit général de l'intelligentsia chinoise, des « classes moyennes » et même de la diaspora asiatique. Dans un premier temps utilisée de façon exclusivement péjorative par ses opposants, l'étiquette de Nouvelle gauche (*xin zuo pai*) sert à désigner ceux qui, contrairement à la gauche traditionnelle, acceptent le principe de l'économie de marché mais cherchent à la réguler davantage. Quant aux libéraux (*zheyou zhuyi*), ils forment un éventail très divers de défenseurs du libéralisme politique se définissant principalement par opposition avec la Nouvelle gauche et notamment avec sa défense controversée d'une partie de l'héritage maoïste.

Une partie de ma thèse est consacrée à la définition polémique du « bon régime », celui qui convient à la Chine. J'analyse le débat autour de la définition du régime politique actuel, de la démocratisation et des conditions de sa mise en place, et de la définition du meilleur régime souhaitable. Plusieurs visions s'opposent. Des nationalistes culturels, influents mais isolés, rejettent catégoriquement la possibilité d'une démocratisation de la Chine et préconisent l'introduction d'un régime méritocratique. Les néo-conservateurs recommandent ne s'opposent pas à la démocratie libérale mais préconisent de retarder la démocratisation tant que l'économie et la société chinoise n'ont pas atteint un

⁷ R. POSNER, *Public Intellectuals, a study of decline*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2001p. 1 « *intellectuals who opine to an educated public on questions of or inflected by a political or ideological concern* ».

stade de développement suffisant. Une partie de l'intelligentsia chinoise, y compris les dissidents, considère que la Nouvelle gauche et les intellectuels qui rejettent la critique libérale du régime manquent de courage et n'osent confronter directement l'empereur-Parti, ce qui conditionne et par conséquent invalide leurs propositions. Il semble en définitive qu'en dehors des cercles officiels et intellectuels les plus conservateurs, l'idée que la Chine deviendra nécessairement une démocratie s'est imposée. Mais un ensemble de conditions sont présentées comme devant impérativement être réunies avec l'introduction d'un véritable régime démocratique. La conception de la démocratie à introduire en Chine peut être qualifiée de conditionnelle, et ce d'une double façon. Elle est d'abord conditionnelle car, dit-on fréquemment, elle doit attendre son heure, notamment le moment où le peuple chinois sera prêt, afin de s'assurer qu'elle sera une solution aux différentes crises (morale, sociale, rurale, nationale, procédurale etc.) et non un problème supplémentaire. Mais elle l'est également du fait de l'incertitude de la définition qui lui est donnée. En effet, la démocratie est définie dans un sens qui implique une prise de distance avec les définitions occidentales, ainsi opposées à une conception chinoise de la démocratie.

Ren Jiantao 任剑涛 1963

Professeur de philosophie politique récemment transféré au département d'études internationales de l'Université du Peuple à Pékin, ce libéral a longtemps enseigné à l'Université Sun Yat-sen à Canton. Ren Jiantao entre à l'université dès la réouverture du concours et est marqué par ses camarades plus âgés qui ont vécu l'expérience de la Révolution culturelle. Après une thèse de philosophie sur la pensée politique du Confucianisme visant à expliquer la politique de la Chine classique, il réoriente ses recherches. Invité à Harvard, il étudie l'évolution politique de la Chine.

5 mai 2010, Pékin, Université du Peuple, café du campus

Transcrit par Liu Juanjuan et traduit du chinois par Emilie Frenkiel

Emilie Frenkiel: Je voudrais commencer par vous demander les raisons qui vous ont poussé à faire des recherches sur des questions politiques.

Ren Jiantao: Je ne pense pas qu'en ce qui concerne les chercheurs chinois, on puisse parler d'un véritable choix de s'intéresser à la politique, parce que la Chine est un pays politisé de façon diffuse et il n'est pas possible de ne pas s'intéresser à l'histoire politique de la Chine quand on est de ma génération. Pour moi, cet intérêt a suivi deux étapes. Je suis entré à l'université en 1978, parmi les élèves de la première promotion à reprendre leurs études après la Révolution culturelle et j'ai poursuivi mes études jusqu'en 1993. Pendant cette période, mon intérêt pour la politique provenait principalement de mon expérience d'une société fortement politisée et je n'aurais jamais pensé faire des recherches tout particulièrement dans le domaine politique. Mes recherches portaient sur la philosophie classique chinoise et étaient éloignées des questions politiques contemporaines. Mais de grands bouleversements politiques et sociaux avaient lieu à cette époque en Chine et n'importe quel étudiant ou chercheur ne pouvait que s'intéresser à ces changements.

Trois facteurs sont à prendre en compte. D'abord, personnellement, j'avais pris l'habitude, dès le collège et le lycée, de m'intéresser aux concepts, aux institutions et à la vie politique et à leur institutionnalisation. De 1966 à 1976, l'époque à laquelle Mao Zedong a mobilisé l'ensemble de la population pour participer à la Révolution culturelle correspond à mes années d'école primaire, de collège et de lycée. Mon éducation s'est déroulée dans un contexte bien particulier, où le pays était gouverné par des slogans et une intense lutte des classes. Je suis entré à l'université en 1978, au moment où le PCC a tenu sa première séance plénière et a lancé la politique de Réforme et d'Ouverture. En

1993, j'étais assistant professeur et mon travail avait encore peu de rapport avec la politique. Toutefois, ma carrière était intimement liée au changement de contexte politique.

Le deuxième facteur à prendre en compte, c'est qu'en quinze ou vingt ans, le modèle de vie politique et de société a totalement changé. Cela a attiré mon attention, en particulier le fait qu'il mêlait nouveau et ancien. Certains éléments étaient radicalement nouveaux, mais des résidus maoïstes n'avaient pas totalement disparu de la scène politique. On s'en aperçoit encore à l'heure actuelle, la vie politique en Chine penche toujours à gauche, car les fondations de la gauche proviennent de la Révolution culturelle et l'on n'a toujours pas pu clarifier et évaluer cette période en profondeur et de façon systématique. C'est un mélange de nouveau et d'ancien car, pour avancer et pouvoir les distinguer, il faut d'abord réfléchir aux origines de la Révolution culturelle, puis à ses méthodes.

Le dernier facteur déterminant dans mon intérêt pour la politique, c'est ma spécialité, la philosophie chinoise. Étrangement, dans cette discipline, pendant longtemps, on n'étudiait pas la philosophie classique, mais des questions intimement liées à la politique. C'est lié aux campagnes anti Lin Biao et anti Confucius de 1973 et 1974. De sorte que, bien que je me spécialisais dans l'histoire de la pensée classique, ma discipline était totalement en relation avec la politique chinoise et le Parti communiste. Dans le cadre de mes recherches classiques, j'étais ainsi amené à me demander pourquoi, pendant la Révolution culturelle, on avait ainsi critiqué conjointement l'ancien dirigeant communiste Lin Biao et Confucius, alors que ce dernier avait vécu 2000 ans auparavant.

Ce sont ces trois éléments qui m'ont poussé à m'intéresser à la politique, mais pas de manière académique et spécialisée. Au début de l'année 1993, j'ai arrêté d'étudier la philosophie et l'éthique et je suis entré au département de science politique de l'Université Zhongshan à Canton. J'ai alors cessé d'être seulement un observateur et un participant pour devenir un chercheur en politique. Il était survenu de nouveaux changements majeurs dans la vie sociale chinoise liés au 4 juin 1989. Suite à cette tragédie, la réforme du Parti a rencontré des difficultés qui n'ont toujours pas été surmontées à l'heure actuelle. Ces bouleversements, d'une part, et mon changement de carrière, d'autre part, m'ont conduit à m'intéresser à la politique et plus particulièrement à la vie politique dans la Chine ancienne, au modèle politique contemporain promu par les pays occidentaux, et à la métamorphose politique qui avait lieu en Chine alors. Comment relier ces trois aspects? La relation compliquée entre ces trois éléments est devenu mon thème de recherche au moment où j'écrivais ma thèse de 1994 à 1996. Elle portait sur la pensée politique du confucianisme et cherchait à expliquer la politique de la Chine classique. Car d'après John Fairbank, le marxisme en Chine n'était guère du marxisme mais plutôt du marxisme confucianisé.

J'ai donc comparé dans ma thèse la pensée politique occidentale à la pensée politique chinoise. On ne parle pas de droit mais d'éthique dans le confucianisme, mais le confucianisme se préoccupe aussi grandement de politique. Comment l'éthique peut-elle devenir politique et la politique éthique?

Je m'aperçois aujourd'hui que les questions que je me posais alors sont aussi utiles pour analyser la philosophie gouvernementale du Parti Communiste. Lorsque Hu Jintao parle des huit vices et des huit vertus (*barong bachi*), le PCC veut donner une leçon d'éthique. Cette éducation morale n'est en réalité qu'un prétexte politique, pas une éducation morale pour la société. Peut-être qu'en France c'est l'Église ou les organisations sociales qui se chargent d'inculquer des principes moraux, mais en Chine, cela a toujours été du ressort de l'État. Alors, par le biais de cette analyse, je me suis aperçu que la philosophie chinoise de gouvernement – et pas seulement le confucianisme, puisque la philosophie politique confucianiste est devenue la philosophie de gouvernement de la Chine – résulte de la combinaison de perspectives éthiques et politiques. Si la combinaison de la religion et de la politique au Moyen-âge a conduit à l'intégration du politique et du religieux (*zhengjiao heyi*) en Occident, en Chine, ce sont la politique et l'instruction de principes moraux qui se sont combinées.

Peu après ma soutenance de thèse en 1996, j'ai eu l'opportunité d'être invité à Harvard. J'y ai cherché un nouveau thème de recherche; et comme j'étais à l'institut Yenching d'Harvard, où se trouvait Du Weiming, j'ai continué à étudier l'évolution politique de la Chine. J'ai entrepris l'analyse des États modernes récents (tels que la Chine, la Russie) et leur évolution politique. Tous ces pays font une expérience de la modernité politique autre, comparée à des pays comme la France etc. Par exemple, notre Révolution de 1911 aboutit à la construction d'une République bien différente de la Cinquième République française, de la monarchie constitutionnelle britannique ou du fédéralisme américain. Je me suis aussi demandé pourquoi le marxisme, et non le libéralisme, a pris en Chine. La réponse est la suivante: parce que dans les états modernes occidentaux, c'est le libéralisme qui jouait le rôle de philosophie nationale et qu'il n'était pas parvenu à s'implanter en Chine.

J'ai donc analysé trois problèmes: d'abord, la relation entre libéralisme et confucianisme. Le confucianisme constitue le socle de la pensée chinoise, sa tradition, et le libéralisme est un apport contemporain incontournable, quelle que soient les réticences du PCC envers la normalisation de l'État chinois. Le libéralisme doit fatalement trouver sa place dans le monde intellectuel chinois. Je me devais donc de traiter la relation entre ces deux traditions de pensée. D'autre part, je me suis consacré au revirement idéologique du PCC en 1978 : pourquoi le maoïsme et la Révolution culturelle n'ont-ils pas été totalement liquidés et s'est-on contenté de produire une résolution, de mettre tout cela dans un carton et de le mettre de côté? Le danger, c'est qu'à chaque fois que le gouvernement du PCC traverse un moment difficile, il a la possibilité de revenir à une pensée radicale de gauche. C'est ce qui se passe actuellement avec la résurgence du maoïsme. J'étudie donc cette orientation vers la gauche de la vie politique chinoise, et cela m'amène au schisme idéologique qui survient dans la société chinoise à la fin des années 1990. Parce qu'avant 1989, le monde intellectuel chinois était plutôt unifié. Il était fondé sur le consensus qu'il fallait encourager la réforme du Parti Communiste. Certaines différences existaient entre les intellectuels, mais le développement du pays restait prioritaire. Tout le monde intellectuel était mobilisé dans ce sens. En 1989, les milieux intellectuels ont commencé à se diviser, mais c'est surtout au début des années 1990 que les divisions se sont marquées. Une partie des chercheurs se retrouvait dans la revue *The Scholar* (*xueren*), qui encourageait les chercheurs à mettre les questions politiques de côté et à se remettre à l'étude dans leurs laboratoires, bureaux et bibliothèques. C'est à ce moment-là que le revirement a eu lieu. Avant 1989, nous nous préoccupions tous des affaires politiques contemporaines et après les événements de Tiananmen, nous sommes retournés à nos recherches. Mais ce n'était pas si simple. On ne pouvait pas subitement se désintéresser totalement de ces questions. Si bien qu'après ces cinq années de silence des intellectuels, vers 1995-6, ce groupe de chercheurs qui avaient prôné le retour à l'étude a commencé à rendre hommage à la tradition de gauche en Chine. Les représentants de cette tendance sont Wang Hui, Gan Yang, Wang Shaoguang et Zhang Xudong, qui enseigne à NYU. Ils ont commencé à pointer du doigt les erreurs de la réforme du PCC. L'économie s'était développée avec succès, mais de façon tout à fait injuste. On ne se préoccupait pas suffisamment des couches les moins privilégiées et il fallait que la réforme prenne une nouvelle direction. Ces critiques étaient bien entendu tout à fait justifiées. La réforme chinoise actuelle est à l'origine d'une situation sociale déplorable dans laquelle le fossé entre les riches et les pauvres est gigantesque. Cependant, de mon point de vue, leur analyse est inexacte. En effet, la réforme du Parti Communiste est correcte. Seulement, du fait des intérêts du Parti, la réforme n'est pas complète. Le Parti n'est absolument pas prêt à partager son pouvoir. La théorie politique peut nous aider ici. Pour simplifier, soit nous choisissons de retourner à une politique de gauche de type maoïste, soit nous poursuivons la réforme économique jusqu'à déclencher la réforme des institutions politiques. La question de la réforme politique réémerge actuellement, et ce n'est pas une question purement académique. C'est aussi un problème concret à propos duquel nous nous exprimons tous. À l'heure actuelle, les élites intellectuelles chinoises sont totalement divisées. Le groupe constitué de chercheurs nostalgiques de la Révolution culturelle forme ce qu'on appelle la Nouvelle gauche, l'équivalent de la gauche chinoise. L'autre courant principal est composé de chercheurs qui encouragent la réforme politique et la poursuite de la réforme économique du pays. C'est le camp libéral, auquel j'appartiens. J'ai aussi étudié ce courant libéral.

Mon troisième thème de recherche concerne un problème récurrent en Chine depuis la période moderne. Lorsque “les puissances étrangères” ont pénétré en Chine, elles nous ont poussé à nous moderniser et à moderniser nos institutions politiques. Mais, en réalité, les dirigeants chinois n’ont jamais accepté d’intégrer le système occidental parce qu’il consiste principalement en un partage du pouvoir. Et ni l’empereur, ni le Guomindang ni le PCC n’ont accepté de partager le pouvoir. De plus, la réforme des institutions modernes et la vie moderne ont atteint un stade de grande tension liée à l’opposition entre Chine et Occident. Mes premières recherches portaient sur la différence entre la modernité et la tradition. Je me suis ensuite consacré à la différence entre les courants de pensée contemporains pour finir par la différence entre la Chine et les pays occidentaux. J’étudie comment les Occidentaux ont construit la politique moderne; comment les concepts de liberté, d’égalité, fraternité, démocratie, état de droit, science et de constitutionnalisme sont nés. J’analyse ceci non du point de vue des besoins de la France ou de la Grande Bretagne, mais de la Chine et sous l’angle des besoins de sa réforme politique. Mes recherches tournent d’une part autour de la question politique et d’autre part autour d’une réflexion sur l’ancien et le moderne, le chinois et l’étranger, la théorie et la pratique. Je réfléchis aux moyens de faire avancer la réforme politique. C’est mon domaine de spécialité qui me pousse à m’intéresser à la politique, qui se retrouve ainsi au cœur de ma vie professionnelle. Pour comprendre l’apport de la philosophie étrangère, j’ai dû étudier la philosophie politique. Maintenant, je veux comprendre la réforme chinoise. Je dois donc discuter de la réforme des institutions et du gouvernement en Chine, de la réforme des partis politiques. Je me demande si la Chine ne pourrait pas en arriver à la situation en Amérique Latine. Le problème de ces pays, c’est que ce sont des dictatures militaires qui ont lancé une réforme économique. Pendant une courte période, dans les années 1980, le développement économique en Amérique Latine a aussi été très rapide. Au début des années 1990, les militaires ont refusé de partager le pouvoir. Quand ils étaient au pouvoir, ils promettaient la réforme économique et forçaient les anciens dirigeants à leur céder le pouvoir, mais face aux nouveaux mouvements d’opposition, ils ont abandonné la réforme, ce qui a causé une situation chaotique de gouvernement conjoint par les militaires et la mafia. La Chine doit faire attention à éviter cette situation dans le cours de sa réforme. Si la réforme des institutions politiques est bloquée, le problème majeur qui se déclare, c’est que la nouvelle classe émergente veut du pouvoir et cela mène à des situations comme la lutte contre les organisations criminelles à Chongqing. Cette lutte correspond, de mon point de vue, à la quête de pouvoir des nouvelles classes aisées, qui paient pour l’obtenir, si bien que la corruption est répandue en Chine et qu’elle ne correspond pas à la corruption simple des pays en développement mais à une forme de partage de pouvoir avec les nouvelles classes aisées, qui ne peuvent que recourir aux pots de vin pour obtenir leur part. Ce que la corruption à Chongqing montre, c’est que la réforme institutionnelle chinoise est arrivée à une impasse. Au sein de la classe dirigeante, il faut également partager le pouvoir. L’instigateur de cette lutte contre la corruption à Chongqing, Bo Xilai, par exemple, a été marginalisé lors de la répartition des pouvoirs au niveau du gouvernement central. Sa nomination à Chongqing en est la preuve. Pourtant, il croit en ses aptitudes. Il appartient donc à l’élite mais il a été marginalisé. Il n’appartient plus au groupe de dirigeants. Ces situations deviennent de plus en plus communes. En d’autres termes, les nominations initiales au sein du PCC, par Hu Jintao, et non par compétition politique, vont non seulement conduire à des situations d’achat du pouvoir par la société, qui va se transformer en mafia, mais au sein même du pouvoir, un fort sentiment d’injustice est susceptible de se développer. À ceci vient s’ajouter l’élite sociale des groupes religieux, des petites églises par exemple, des groupes de gens talentueux dont on n’entend pas encore parler en Chine mais qu’on connaît déjà à l’étranger. Restent les intellectuels, une élite sociale importante; plus les laissés-pour-compte qui participaient à la réforme de la société chinoise avant la répression de 1989 et qui ont été marginalisés. Tous ceux-ci souhaitent participer à la vie politique. La situation est par conséquent terriblement compliquée. Pourtant, le Parti au pouvoir pense pouvoir gérer la situation simplement par le maintien de la stabilité (« *weimen* », *weichì wending*). En 1989, Deng Xiaoping a dit que la priorité revenait au maintien de la stabilité, et vingt ans plus tard, c’est encore une priorité. Pourtant, plus on maintient la stabilité, moins le pays est stable, plus on lutte contre la corruption plus la corruption s’aggrave, et plus les groupes sociaux se divisent. Les demandes pressantes de réforme institutionnelle

appellent une réponse théorique. Mon objectif est justement d'apporter ma contribution dans ce domaine. Dans ce sens, mon intérêt pour la politique a suivi trois étapes: d'abord un intérêt en amateur, puis des recherches spécialisées et enfin des recherches dont l'objectif est de trouver une réponse chinoise à ces problèmes.

Emilie Frenkiel: Pensez-vous que cette contribution que vous cherchez à apporter à l'espoir d'être entendue par les dirigeants? En d'autres termes, les propositions des chercheurs parviennent-elles à orienter les politiques publiques?

Ren Jiantao : Bien sûr, si l'on observe concrètement la vie politique chinoise, on ne peut pas dire que l'influence des recherches sur la réforme politique est nulle; mais elle n'est pas fondamentale non plus. Les chercheurs, qu'ils soient Chinois ou étrangers, ont tous les mêmes attentes. Mais il me semble peu réaliste de penser que des dirigeants acceptent de lancer tel type de réforme politique parce que des chercheurs l'ont étudié, même dans l'histoire moderne des pays occidentaux développés.

Par exemple, on ne peut pas dire que la réforme anglaise a été produite par Locke ou Smith. On ne peut pas dire que la Grande Révolution résulte des œuvres de Montesquieu ou de Rousseau non plus. C'est tout à fait impossible. De plus, mes recherches et celles de mes collègues ne vont pas nécessairement jouer un rôle direct dans la réforme du pouvoir parce que la vie politique n'est pas normalisée en Chine. Ce qui fait qu'un homme politique décide de réformer ou non, c'est que ce soit en étroite relation avec sa situation, sa position, sa capacité à prendre le pouvoir, son expérience en termes d'utilisation de l'art de gouverner et même de son pouvoir, et avec ses compétences politiques. La réforme politique elle-même suit une logique politicienne alors que, d'après moi, les attentes des chercheurs suivent une logique théorique de la réforme politique. En d'autres termes, nous pouvons analyser, faire des recherches et définir les différentes options politiques offertes aux dirigeants. Nous pouvons également étudier ce que vous choisissez, comment vous le choisissez, ce que vous choisissez suite à ce premier choix.

En définitive, les chercheurs peuvent avoir de l'influence de trois façons. Ils peuvent tout d'abord faire savoir aux hommes politiques que plusieurs options de réforme politique s'offrent à eux. Il n'est pas question d'imposer l'adoption de la réforme politique que je favorise moi chercheur, mais plutôt de rappeler aux dirigeants qu'ils ont leur point de vue et nous le nôtre. Nous pouvons participer d'une certaine manière, et nous attendons surtout davantage de rationalité de la part des dirigeants. Il ne faut pas qu'ils refusent nos idées ou méthodes sous prétexte que ce ne sont pas les leurs - ou pire, qu'on nous traite de contre-révolutionnaire, comme sous Mao. Nous espérons avoir une influence dans ce sens. Étant donné que les nouveaux dirigeants du PCC ont reçu une éducation supérieure, ils ne voient absolument pas les politologues du même œil que les révolutionnaires violents de l'époque maoïste. La science politique fut alors totalement supprimée. C'est tout à fait impossible à l'époque actuelle. Le PCC renforce et encourage au contraire les recherches en politique, ce qui montre à quel point il en a besoin. Toutefois, nous, politologues, ne pouvons espérer que, lorsque nous proposons un ensemble de réformes de l'État, le Parti nous écoute bien attentivement. Je peux porter beaucoup d'informations à leur connaissance, et c'est déjà pas mal. D'après moi, le deuxième type d'influence – à savoir, sur la société – est plus important. Parce que le développement actuel de la société chinoise est très injuste, le coût du développement trop élevé et la société trop inégale et scindée (*fenlie*). Le développement économique du pays est vigoureux en apparence, mais les contradictions internes s'accumulent. Ne parlons pas des 30 ans mais des 21 ans, depuis 1989, de développement par la force et la violence, pour étouffer ces conflits. Voici donc une société en fait bien dangereuse, dans laquelle toutes les catégories se demandent quelle sera la prochaine étape. C'est pourquoi les chercheurs en science politique peuvent aider l'ensemble de la population chinoise, y compris les intellectuels (les membres de l'élite intellectuelle qui ne sont pas chercheurs), à comprendre les propositions de réforme institutionnelle, les avantages de la pensée politique occidentale et les recherches sur l'histoire de la pensée politique traditionnelle. À l'heure actuelle, lorsque nous proposons des principes politiques, les gens que cela

intéresse peuvent s'entraîner, comparer, comprendre et choisir. C'est cette direction que la Chine peut suivre. L'influence de l'opinion publique pourra au final surpasser l'influence des politologues sur la pratique politique; car la marge de manœuvre politique des politologues en Chine est trop limitée. Nous ne pouvons pas encore nous appuyer sur l'opinion publique, les médias, ou l'espace public des cafés à la française. Il nous manque par conséquent un moyen efficace d'influencer la politique et la société. Cependant, nous pouvons transmettre et rendre publiques nos idées par le biais de nos recherches, de nos cours, des articles d'opinion que nous publions, de nos œuvres, de nos rencontres avec les médias, y compris les débats à la télévision. C'est le rôle des intellectuels au sens français du terme *public intellectuals*. Le troisième type d'influence correspond au façonnement progressif d'une atmosphère et d'un espace intellectuels.

L'évolution est lente à cause du contrôle permanent du Parti communiste, qui n'est pas ouvert en termes d'idées et de méthodes politiques. Cela ne fait pas longtemps que les recherches en sciences sociales se sont ouvertes en Chine. Les disciplines les moins dangereuses telles que la sociologie ont rouvert en premier, avec le retour à l'Université de professeurs qui avaient étudié à l'étranger, comme Fei Xiaotong, pour analyser l'évolution de notre société et notre passage à la modernité. Ensuite, le développement économique a nécessité le développement de la science économique, qui n'est à la mode en Chine que depuis une trentaine d'année. Les économistes ont remplacé les juristes. Puis on s'est aperçu il y a dix ans à peu près que les économistes ne pouvaient régler tous les problèmes. Le gouvernement central s'est préparé à construire un état de droit démocratique et socialiste et a développé le droit dans ce but. À présent, la discipline la plus importante des sciences sociales, la science politique, est de nouveau développée pour parler du développement de la Chine. Par le biais de nos articles critiques, de divers travaux, nous produisons de nouveaux points de vue sur la société et nous pouvons critiquer tous les hommes politiques, qu'ils soient Hu Jintao ou Wen Jiabao ou d'autres dirigeants conservateurs, d'extrême droite (même s'ils ne peuvent pas s'exprimer en Chine) ou d'extrême gauche. Dans l'ensemble, on peut tout critiquer sur le processus politique. Et cela va rendre la politique moins mystérieuse. Tout le monde peut en discuter et avoir ses propres idées sur la politique. Cela pourra régler cet embarras historique: en Chine, seulement les élites politiques discutent de la réforme politique. Comment expliquer la difficulté de cette réforme politique en Chine ? C'est parce que jusqu'à récemment, seuls les hauts dirigeants politiques étaient autorisés à en discuter. Tout le monde peut en discuter à présent et certaines tensions politiques devraient disparaître.

Par conséquent, nous bénéficions de trois façons d'influencer le processus politique. Cela ne signifie pas bien entendu que je peux lancer un projet de réforme institutionnelle aujourd'hui et qu'il sera mis en application l'année prochaine. C'est absolument impossible. C'est un fantasme.

Emilie Frenkiel: Avez-vous un modèle idéal politique ? Quel est le meilleur régime politique d'après-vous?

Ren Jiantao : D'après moi, tous les modèles politiques parfaits sont voués à rester théoriques. Lorsque j'écris un ouvrage, je peux m'exprimer de façon théorique sur des modèles idéaux. Pour synthétiser, j'étudie trois facteurs (sans lesquels le régime politique ne peut être parfait): nous devons accepter un système moderne à l'occidentale sans abandonner totalement nos traditions, car la Chine doit suivre l'exemple du Japon, de Hong Kong, et de Taiwan. Quand la Chine a adopté des principes occidentaux pour la première fois (4 mai), la philosophie révolutionnaire occidentale a été utilisée pour dénigrer la tradition chinoise. C'était une erreur. J'espère donc pour commencer que le système politique peut inclure modernité et tradition. D'autre part, d'un point de vue théorique et pratique, j'espère que notre régime politique peut être normalisé, en particulier en termes d'obligations politiques, peu appréciées des dirigeants mais cruciales pour les citoyens. Quand l'autorité est limitée, le pouvoir est régi par des normes. Comme Wen Jiabao le dit lui-même, et même Hu Jintao, il faut permettre aux gens ordinaires de vivre dignement. Le pouvoir ne peut pas diriger la population comme il le souhaite. Nous achetons un appartement avec de grandes difficultés et le gouvernement local décide de tout

détruire. Alors nous allons nous plaindre aux autorités supérieures et nous pouvons être mis en prison si un fonctionnaire le décide. De même, certaines idées, officiellement perçue comme erronées, ne sont pas tolérées. Nous n'avons pas besoin de ce genre d'arbitre. Cela n'a rien à voir avec le continent d'où nous venons. Cela concerne la liberté donnée à chaque homme. Ce n'est pas une question de croyance mais une condition de vie, la condition humaine. Arendt insiste surtout sur ce point. Voilà notre situation. Personne ne veut vivre sous le joug d'un d'autre. Il faut espérer que les relation entre la Chine et l'étranger ne soient pas tendues, qu'ils ne deviennent pas ennemis. Il nous faut un système pacifique, rationnel, libre et démocratique. Nous ne devons pas recourir avec complaisance à la violence étatique. Nous pouvons avoir un rapport rationnel d'égal à égal entre citoyens et État, une situation de coopération rationnelle. Pourtant, à l'heure actuelle, l'attitude des citoyens vis à vis du gouvernement est terrible. En 2008, 120000 soulèvements violents ont eu lieu. C'est une très mauvaise nouvelle pour le gouvernement chinois, parce que cela signifie que les citoyens ne pensent pas qu'il existe un espace pour la coopération. En 2009, une étude de l'Académie des sciences sociales a montré que la violence des incidents s'intensifie et a demandé aux autorités et à la population de se détourner conjointement des méthodes violentes pour parvenir à une politique plus rationnelle, pacifique, de la négociation. Voilà le volet théorique de mes recherches. J'ai pu observer la vie politique de ces trente dernières années et faire des recherches sur ces vingt dernières années. Pour la Chine d'aujourd'hui, la politique idéale ne correspond peut-être pas aux théories auxquelles on peut s'attendre. Le parti unique va certainement rester encore quelques temps au pouvoir car il ne prendra jamais l'initiative d'abandonner son propre pouvoir. Une situation véritablement idéale serait la mise en place d'un gouvernement constitutionnel. Mais ce n'est pas ce que je souhaite, car même si le Parti Communiste n'est pas la meilleure option, qui d'autre pourrions-nous choisir ? La situation pourrait devenir chaotique. C'est pourquoi je vois le Parti comme une bonne mère aimante, mais qui doit se réformer. La droite a certainement ce genre de propos en aversion, parce qu'ils ne peuvent concevoir le Parti sous cet angle. La gauche et le PCC n'apprécient certainement guère non plus. Pourquoi devraient-ils être les seuls à se réformer ? L'idéal serait que le Parti reconnaisse qu'il doit fatalement se réformer, qu'il ne peut pas y échapper. Il n'a pas véritablement pris de mesures dans ce sens depuis 1989. Les dernières mesures qui méritent le titre de réforme remontent aux réformes économiques de Deng Xiaoping en 1987. À cette époque, Deng Xiaoping insistait tout particulièrement sur l'importance de la réforme institutionnelle, mais il était trop âgé ou sa réflexion politique n'était pas assez avancée, si bien que le PCC n'a pas mis en place de réforme des institutions politiques. Je souhaite que le Parti, en tant que parti au pouvoir, reconnaisse clairement qu'il doit mettre en place une réforme des institutions qui le conduise à partager le pouvoir avec d'autres partis. C'est une nécessité s'il ne veut pas être confronté à une violence sociale qui compromette son autorité. Ce n'est qu'une question de temps. À cause de l'exemple soviétique, le Parti refuse la réforme et stagne mais l'histoire le rattrapera. Une réforme le ferait entrer dans l'histoire, en tant qu'initiateur du processus de réforme. Voici l'idéal que j'estime le plus envisageable. D'autre part, j'espère sincèrement que le peuple chinois peut rester patient. Bien sûr, c'est déjà difficile, par exemple quand des maisons sont brutalement démolies et que les mouvements de résistance organisés par les citoyens répondent par la violence. Cela montre que la société chinoise a déjà perdu patience. C'est un problème majeur. Car cela signifie que les fonctionnaires et le peuple sont totalement en opposition. Par conséquent, j'espère que les Chinois peuvent attendre encore entre cinq et huit ans, faute de quoi le chaos et les problèmes se généraliseront. Parce que d'après moi, le pouvoir est toujours égoïste. Je suis chercheur spécialisé en science politique ; je me dois de prendre cet aspect en considération. Le pouvoir reste le pouvoir. Et si on donne le choix aux dirigeants, ils agissent toujours avec égoïsme. Je ne peux pas les imaginer moraux et nobles. L'histoire nous montre que ce n'est jamais le cas. Mais ils ne peuvent pas ne jamais faire de concession. C'est ce que j'appelle un pouvoir raisonnable. Un pouvoir rationnel consiste à vouloir tout monopoliser mais se rendre compte que ce n'est pas possible et apprendre à partager, ce qui permet de limiter l'insatisfaction populaire. Si les princes (les enfants des hauts dignitaires du Parti) monopolisent trop de ressources économiques, comment transférer à d'autres groupes d'intérêt? Si vous dépensez à tort et à travers pour améliorer l'image du pays, avec les cérémonies d'ouverture des Jeux Olympiques ou de l'Exposition Universelle, il faut en échange allouer beaucoup d'argent pour soulager les conflits sociaux en augmentant les salaires,

les prestations sociales destinées à l'ensemble de la population, pour calmer sa colère de voir que le développement économique du pays ne lui profite en rien. J'espère ainsi que les dirigeants peuvent partager davantage les richesses et le peuple rester patient. Mais cela semble difficile étant donnée la situation présente. Troisièmement, je souhaiterais que le Parti communiste empêche le retour sur la scène politique de l'extrême gauche. Parce que certains de ses membres sont des populistes, aux accents nationalistes, et ils pourraient provoquer le soulèvement des foules insatisfaites des réformes. Or, l'extrême gauche reste la doctrine officielle du PCC. Le marxisme, le léninisme, le maoïsme restreignent la marge de manœuvre du Parti, qui peut facilement critiquer la droite, mais pas la gauche. Si le Parti veut fermer une revue de droite, il la ferme. Ce fut le cas de *Stratégie et Management* (Zhanlue yu guanli), *Modernité et tradition* (Xiandai yu chuantong), *La revue Orient* (Dongfang zazhi). Mais le Parti est virtuellement impuissant face à la gauche et à ses revues ou blogs tels qu'*Utopie* (Wuyou zhixiang), qui peut critiquer sans aucun danger les plus hauts dirigeants du Parti sur internet parce qu'elle utilise le marxisme-léninisme pour les critiquer. C'est pourquoi le PCC doit user de la même sagesse politique que Deng Xiaoping face à l'extrême gauche, et ceci a une grande influence sur le sort du PCC et sur le sort de la société chinoise à venir. Parce qu'un retour progressif de l'extrême gauche sur la scène politique n'implique pas nécessairement une préférence populaire. Il est plutôt lié aux profondes inégalités qui régissent la société chinoise, et il peut conduire à l'instabilité du pays, à la division de la société ou à une fracture sociale, pour reprendre le jargon universitaire. En réalité, la société chinoise est déjà fracturée. Elle s'est déjà effondrée, car la résilience du PCC a fini par dévorer la société. Elle n'est plus capable de se maîtriser, et quand le pouvoir ne la contrôle pas suffisamment, elle est perdue. Ce n'est plus une société mais une foule incontrôlée. Cela se reflète dans l'irrationalité du web chinois. J'espère donc que cela peut s'arranger, que des compromis peuvent être faits, et qu'on se rapproche progressivement des modèles théoriques politiques idéaux. Mais cela sera très long. Alors, Wen Jiabao n'y parviendra certainement pas, mais il a raison quand il dit que la modernisation de la Chine prendra encore un siècle. Il faudra au moins cela pour se rapprocher de nos idéaux politiques.

Emilie Frenkiel: Que pensez-vous de cette idée en vogue de modèle chinois?

Ren Jiantao: Je ne pense pas qu'on puisse parler d'une telle chose. J'ai récemment publié deux longs articles de 20000 et de 30000 caractères dans la *Revue de science sociale* (Zhongguo shehui kexue jikan) publiée à l'Université Fudan et dans la revue *Tianya* à Hainan, une revue associative qui permet de publier ce que des revues officielles ne peuvent accepter. Le premier traite de la question du modèle chinois. Ce concept n'a de sens que de deux points de vue. D'abord dans un sens dérogatoire, où le modèle chinois décrit, avec raison, comment le pouvoir totalitaire stimule le développement économique, l'augmentation du PIB et la croissance. C'est assez perturbant pour les analystes occidentaux car d'après les théories classiques d'économie politique, la Chine ne devrait pas pouvoir se développer ainsi sans s'effondrer parce que c'est un pays où le pouvoir reste hégémonique. En effet, la Chine a un pouvoir étatique de type léniniste et une économie de marché totalement libre au niveau microéconomique, sans véritable droit à la propriété. Nous avons permis aux entreprises d'entrer sur le marché et d'utiliser le calcul des prix mais c'est l'État qui régit leur logique de positionnement. Cela correspond, d'après les analyses poussées que j'ai menées, à un léninisme de marché. Bien entendu, les journalistes du *Washington Post* ne peuvent pas analyser cela en profondeur. Il m'a fallu plus de 30000 caractères pour comprendre comment un Léninisme complet a pu évoluer en léninisme de marché. Le léninisme de marché se traduit par une ouverture des institutions microéconomiques de calcul des prix tandis que l'État contrôle les principes politiques. Dans ce sens, je ne pense pas qu'on puisse faire l'éloge du modèle chinois malgré sa grande efficacité, que je peux aisément reconnaître. Reconnaître son efficacité, sans pouvoir expliquer la croissance du PIB de ces trente dernières années ne revient pas à reconnaître qu'un nouveau modèle a été créé. Le terme de modèle n'est pas neutre, il est mélioratif. Parce qu'en réalité, ce n'est pas parce que la croissance économique est élevée qu'on peut dire que les institutions politiques chinoises sont bonnes. Leur structure n'a en fait pas changé. Leur fonction a seulement été ajustée. Si tel est le modèle chinois, je pense que cela signe l'échec de l'ensemble du modèle moderne. Je ne considère pas que c'est un compliment lorsque les pays occidentaux parlent

d'un modèle chinois. ("Nous profitons d'une démocratie libérale, le modèle occidental, alors que vous vivez dans un régime autoritaire appelé modèle chinois"). En réalité, ce concept n'a pas de sens positif. Par conséquent, je pense que la plupart des chercheurs en Chine n'ont pas bien saisi la situation. Ils pensent qu'on peut se vanter d'avoir un modèle chinois et se congratuler. Je suis très critique de cette attitude. D'autre part, si l'on cherche des éléments positifs dans le modèle chinois, et j'insiste tout particulièrement sur ce point dans l'article que j'ai publié dans *Tianya*, le Parti a abandonné l'idée de lutte des classes et a par conséquent corrigé efficacement la philosophie nationale. Il n'a cessé de l'amender, d'abord pour donner la priorité à la croissance du PIB, si bien qu'on ne parle plus du tout de principes généraux mais seulement d'utilité pure et de réussite. Ce n'est pas non plus du pragmatisme parce que ce n'est pas une philosophie ici, contrairement aux États-Unis. Par exemple, Lorsque Deng Xiaoping voulait réformer quelque chose, il le faisait, du moment que cela favorisait le développement économique. Afin de nous dédier entièrement à la construction de l'économie, nous avons renoncé au principe de la lutte des classes et à la pensée maoïste, au marxisme même, sans que le Parti communiste accepte finalement de renoncer à son pouvoir. En dehors de cette question, on peut discuter de tout, du PCC qui veut se maintenir au pouvoir, comment il s'y maintient. Nous voulons la démocratie et la transparence, nous voulons la mise en place d'élections, nous pouvons en discuter. De telle sorte qu'il est impossible de définir clairement ce qu'est le modèle chinois, ni ses idées sous-jacentes. Il me semble qu'il s'agit d'un principe gouvernemental en évolution dans une société en train de se transformer. C'est la meilleure façon de définir précisément ce qu'est le modèle chinois d'après moi. Mais si l'on considère ce modèle chinois (*zhongguo moshi*) comme un véritable modèle à suivre (*zhongguo dianfan*), il s'agit d'une troisième signification, qui n'existe pas d'après moi. Au contraire, pour conclure sur une note négative, si le modèle de développement chinois actuel purement utilitaire devait représenter un modèle pour le monde, ce serait une catastrophe pour l'humanité. En effet, nous dépendons d'une utilisation destructrice de l'environnement, de la dégradation des institutions humaines, mais aussi d'une accumulation des richesses par des moyens hautement injustes. Il n'y a aucun espoir à avoir, même sans parler d'une société où les richesses sont parfaitement redistribuées mais d'une société avec un minimum de justice. Nous ne pouvons pas compter sur le pouvoir pour contrôler les ressources économiques du pays puisque le PCC se révèle déjà incapable de contrôler ses entreprises publiques. Wen Jiabao dit qu'il faut que les prix de l'immobilier baissent, mais les trois entreprises publiques qui participent au marché font au final augmenter les prix. Le PCC n'a aucune autorité. Peut-on par conséquent parler de modèle chinois? Quel peut bien être son utilité pour les pays développés et les pays en voie de développement? Je pense qu'il n'en a aucune. C'est la raison pour laquelle je pense qu'il faut faire très attention lorsqu'on se penche sur cette question de modèle chinois. Les Chinois ont été pauvres et sous-développés pendant trop longtemps. L'économie commence à peine à se développer qu'ils deviennent très optimistes et qu'ils s'en félicitent. Ils n'ont pas bien compris que le développement de notre pays présente encore de nombreux problèmes. Or, si ces problèmes ne sont pas réglés, la probabilité pour que la Chine régresse est très grande. Un retour en arrière serait catastrophique. Il faut se préparer au chaos social, à la division du pays, à une prise de pouvoir par l'armée. Je pense qu'il est beaucoup plus important de s'efforcer de résoudre les problèmes de la Chine plutôt que de chanter les louanges du soi-disant modèle chinois que nous aurions créé.

Emilie Frenkiel : D'après vous, le champ intellectuel n'est-il divisé qu'entre les deux camps de la Nouvelle gauche et des libéraux? Les conservateurs favorables à un retour aux traditions ont-ils gagné en influence?

Ren Jiantao : S'il faut faire une typologie du monde universitaire chinois aujourd'hui, on peut parler d'une gauche, d'une droite, et d'un centre représenté par les conservateurs culturels. Car, lorsqu'ils discutent de la culture chinoise, ils peuvent prendre des positions de gauche ou de droite. Ce sont par exemple Jiang Qing, Chen Ming, Kang Xiaoguang. Je suis moi-même membre du comité de rédaction de la revue *Yuandao*, qui est la plus représentative de la tendance nationaliste culturelle. Ce courant n'a rien à voir avec le conservatisme culturel européen, et les penseurs comme Joseph de Maistre (1753-1821), qui sont des conservateurs politiques. Je pense que dans une typologie du monde

universitaire chinois, le conservatisme culturel pourrait figurer comme un conservatisme libéral à la Edmund Burke et les conservateurs allemands. Il insiste sur l'importance d'une mise en valeur du patrimoine culturel traditionnel. Je vous ai déjà dit que mes premières recherches étaient consacrées à la relation entre tradition et modernité. J'ai étudié d'une part le libéralisme et d'autre part le confucianisme. Je pense que l'élimination complète du confucianisme n'est pas une bonne chose car c'est une philosophie de la vie pour l'ensemble des Chinois. Ce n'est pas une philosophie nationale mais une philosophie pratique, et elle peut influencer l'attitude libérale et les convictions constitutionnelles des citoyens chinois. On ne peut décider de mettre cette pensée traditionnelle de côté. Dans ce sens, je ne suis pas tout à fait du même avis que Xu Youyu ou Zhu Xueqin. Les libéraux ont une attitude trop sévère, ou plutôt trop distante, envers la tradition. Les conservateurs, ou nationalistes culturels, se situent entre les libéraux et la gauche chinoise. Le radicalisme, le conservatisme et le libéralisme constituent les trois courants de pensée principaux de la Chine contemporaine. Il en existe d'autres qu'il n'est pas nécessaire de mentionner, tels que l'extrême droite de Liu Xiaofeng, qui veut revenir au philosophe-roi de Platon, et dont de nombreux jeunes Chinois apprécient les idées. Mais ce n'est pas un mouvement politique et cela n'a aucune chance de se transformer en action politique. Le philosophe-roi est une utopie, à moins qu'on considère Hu Jintao comme un philosophe-roi, n'est-ce pas? (rires). Le conservatisme, le libéralisme et la Nouvelle gauche sont les courants les plus influents. L'influence du conservatisme n'est pas négligeable, parce qu'il présente plusieurs avantages dont le libéralisme et la Nouvelle gauche sont dénués. Tout d'abord, les conservateurs sont d'une foi inébranlable. Jiang Qing, Chen Ming et Kang Xiaoguang travaillent avec une petite équipe de recherche. Jiang Qing a abandonné l'enseignement par conviction à 50 ans. Il est parti vivre au Guizhou pour fonder une académie là-bas. Ceci n'arriverait jamais au sein des libéraux ou de la Nouvelle gauche. Les conservateurs bénéficient ainsi d'une certaine aura au sein de la société chinoise. Ils sont détachés des affaires urgentes de ce monde et leurs convictions sont très fortes. D'autre part, ils ont une position bien définie. Par exemple, la revue *Yuan Dao* a été créée par Chen Ming il y a près de 20 ans sans aucune ressource. C'est très difficile dans la société chinoise parce que nous n'avons pas autant d'associations et de fondations qu'en France ici pour nous financer. C'est donc Chen Ming lui-même qui a fait l'aumône, collecté des donations et demandé assistance pour monter cette revue. Ce fut vraiment difficile. Et c'est grâce à l'impact et la popularité des conservateurs que la revue existe encore. Ils ont de nombreux disciples. De plus, étant donné que les dirigeants veulent de nouveau se servir du nationalisme culturel, le conservatisme est parvenu à asseoir encore davantage son influence sur la société chinoise. Il est plus influent. Les libéraux sont au contraire délibérément réprimés. Or ce sont des chercheurs concernés de façon viscérale par le développement du pays. Certains libéraux sont extrêmement passionnés. La Chine redoute avant tout que les intellectuels dégénèrent collectivement, surtout les économistes les plus représentatifs. Les dirigeants préfèrent ici et là des figures indépendantes qui, pour servir leurs intérêts propres, donnent de temps en temps des conseils sur la bonne politique à suivre pour faire faire du profit à leurs entreprises. Par conséquent, les économistes chinois ont déjà perdu toute crédibilité. Les conservateurs, eux, ont gardé les mêmes habitudes de vie. C'est aussi une preuve de caractère pour la société. Le mieux serait que les trois camps puissent s'asseoir et discuter tous ensemble. Car le monde intellectuel chinois souffre d'excès partisans. Tout le monde se regroupe par convictions et se ligue contre ceux qui ne pensent pas comme eux. La situation est tragique. Car d'après mon analyse, les conservateurs, radicaux et libéraux manquent pareillement de pouvoir. Ils ne peuvent pas faire grand chose. Ils commencent à avoir une influence sur la société et sont loin de pouvoir rivaliser en force idéologique avec les dirigeants. C'est pourquoi ils feraient bien mieux de s'asseoir tous ensemble et de chercher un dénominateur commun pour veiller au développement sain de la Chine.

Emilie Frenkiel : Pour finir, je voudrais vous demander ce que vous pensez de la pertinence du critère générationnel dans l'étude des universitaires et des deux générations principales qui différencient les chercheurs influents en Chine.

Ren Jiantao : Je pense que c'est en effet un élément essentiel à étudier. Il vous faut vous concentrer en effet sur ces deux générations de chercheurs importants. Xu Youyu est certainement le

plus remarquable des intellectuels nés dans les années 1940. Mais la génération suivante de ceux nés dans les années 1950 est plus importante encore. Toutefois, Xu Youyu et Xiao Gongqin, même nés en 1947-8, peuvent être considérés comme des membres de la génération des années 1950. Le PCC appelle la génération des années 40-50 la génération de la libération. Ils ont vécu la Révolution culturelle quand ils étaient jeunes en tant que Gardes rouges. Ma génération, celle des années 1960, est appelée les Petits gardes rouges. La différence entre ces deux générations réside dans le fait que les Gardes rouges ont eu le temps d'être endoctrinés par les principes de la Révolution culturelle; à savoir, la théorie de la révolution continue sous la dictature du prolétariat. Nous étions trop petits pour comprendre de quoi il s'agissait. Eux étaient au collège et au lycée, ils comprenaient, même si pas parfaitement. Les chercheurs dont nous avons parlé appartiennent à cette génération: Wang Shaoguang, Liu Xiaofeng, Gan Yang, Wang Hui sont tous nés dans les années 1950. Ceux de ma génération ont pour souvenirs d'enfance la Révolution culturelle. L'élément essentiel pour comprendre ma génération, c'est que nous sommes aussi entrés à l'université en 1978, au même moment que la génération précédente. Nous sommes très différents. À l'époque où ils ont bâti leurs convictions, la pensée révolutionnaire prévalait; et ils ont eu une incidence sur nous. Cependant, à l'âge de bâtir nos propres convictions, la Chine s'était déjà ouverte, si bien que ma génération a, elle, pu comparer et choisir. En outre, nos différences en termes de réflexion scientifique sont évidentes. Des intellectuels tels que Xu Youyu, Zhu Xueqin, Qin Hui, Xiao Gongqin, réfléchissent beaucoup plus de façon politique et leurs recherches académiques sont moins minutieuses et systématiques. La génération des années soixante allie davantage politique et systématisme scientifique. Nous n'avons pas connu l'enthousiasme politique et les souffrances de la Révolution culturelle. Quand j'ai commencé à comprendre ce qui se passait autour de moi vers l'âge de 14 ans, la Révolution culturelle était terminée. Je ne sais pas exactement ce qu'était la Révolution culturelle. Je n'en ai gardé que des souvenirs confus d'enfant. Les intellectuels de la génération des Gardes rouges sont très cultivés. Ce sont des intellectuels de type sartrien, très cultivés et passionnés. Mais ce n'est pas de passion dont la Chine a besoin de nos jours. Nous devenons prospères. Ces intellectuels critiquent les générations des années 1970 et 1980, qui d'après eux manquent d'idéaux. L'absence actuelle d'idéaux serait une marque de médiocrité. Pour les gens de ma génération, les choix idéologiques n'ont pas été aussi douloureux que pour la génération des Gardes rouges. Mais ils ont quelque chose en commun qu'on ne retrouve pas chez les générations suivantes, c'est cette attention portée au destin de la nation chinoise, leur réflexion continue sur l'histoire et l'avenir de l'humanité, qui leur vient du PCC. Ils font encore souvent référence à de grands récits narratifs, contrairement aux générations suivantes, qui peuvent concentrer leurs recherches uniquement sur un livre ou sur une personne. Nous nous intéressons à des questions générales. C'est notre destin et ce qui lie principalement les générations des Gardes rouges et des Petits gardes rouges. Ce qui nous sépare, ce sont la passion politique et les souffrances passées. Les principaux chercheurs appartiennent tous à ces deux générations. Les élites chinoises sont principalement de la génération des Gardes rouges et ceux qui vont les remplacer sont des Petits gardes rouges. Le milieu universitaire est totalement dominé par les chercheurs de la génération des Gardes rouges, qui monopolisent les positions clés et ont un pouvoir hégémonique. Mais les Petits gardes rouges constituent l'épine dorsale de la recherche chinoise. Il en résulte que la génération des années 1970 pense que la génération des années 1960, qui s'est développée dans la transition, n'a aucun talent particulier, et qu'ils sont les héritiers directs de la génération des années 1950. Notre génération n'a pas vraiment vécu la Révolution culturelle, ni activement participé à la politique de Réforme et d'Ouverture par rapport à la génération des années 1950. Si bien que ces chercheurs de 45-50 ans cherchent leur place dans l'histoire des idées. Les intellectuels nés dans les années 1950 ont déjà mené des recherches passionnées et leurs textes sont meilleurs que les nôtres dans ce domaine. Au sens pratique et académique, ma génération se cherche encore. La génération suivante est plus dans l'air du temps que nous, et la génération d'avant est plus cohérente et réfléchie, passionnée et minutieuse. Cette question des générations est absolument passionnante. Où sont nés les intellectuels, quelle formation ont-ils suivie? Dans quelle ambiance? Sont-ils rattachés à des institutions pékinoises ou shanghaiennes? Comparer ces données peut se révéler fascinant. Je ne sais pas si vous examinez aussi la situation idéologique des années 1990 mais le livre de Joseph Fewsmith *China since Tiananmen* est intéressant. Nous nous entendons bien, lui et moi. Il arrive

dans quelques jours à Pékin. L'année dernière, j'étais à Boston University pour un débat à l'occasion des 60 ans de la République Populaire de Chine et la construction de la nation chinoise. Au cours de cette étude, vous devez faire attention à bien choisir des figures représentatives, pour que leur étude suffise à expliquer certains points. Il me semble que c'est peu fait dans les universités étrangères parce que les chercheurs s'intéressent plutôt à la réforme économique et à l'avenir de la Chine, même si cela me semble n'avoir que peu d'intérêt. Pourquoi certains chercheurs font-ils des conjectures? On étudie l'ère Hu-Wen, mais une nouvelle ère va débiter dans trois ans seulement. C'est la question de la réforme politique qui devrait devenir un sujet d'étude. Ce sont les prochains dirigeants qu'il faut étudier, parce que Hu et Wen n'ont déjà plus le temps, ni les moyens, ni peut-être l'envie, de lancer une réforme politique. Il faut voir ce que font les dirigeants nés dans les années 1950 comme Xi Jinping et Li Keqiang.

Emilie Frenkiel : Ils n'ont pas la même formation. Ils ont étudié l'économie, la politique et le droit, contrairement à Hu et Wen, qui étaient ingénieurs de formation. Dans quelle mesure cela va-t-il changer la donne?

Ren Jiantao : En effet. D'après moi, ce n'est pas si simple. Il faut combiner deux angles d'approche. D'un point de vue général – prenant en compte l'économie, la culture politique et la technique, si vous voyez ce que je veux dire – la Chine n'est pas de nature à lancer une révolution. C'est pourquoi on ne peut s'attendre à des changements spectaculaires. Dans ce sens, le changement politique est considéré comme une constante. Sous un autre angle, il peut être considéré comme une variable. Dans ce cas, on imagine que des événements exceptionnels peuvent survenir. Et, étant donné que la société chinoise est déjà instable, il est difficile de prédire les conséquences que pourrait avoir un événement déstabilisateur. Personne n'avait prédit l'effondrement de l'Union Soviétique. Qui peut déclarer avec certitude qu'une telle situation n'a aucune chance d'arriver dans la société chinoise? J'ai écrit un article intitulé "Les ravages de la violence envers une société apathique et leur remède démocratique" (*shehui pitai xia de baoli weihai yu minzhu jiu zhi*). La société chinoise manque actuellement d'énergie. La seule chose qui la sorte de sa torpeur, c'est la répartition injuste des richesses. Les gens se révoltent quand ils comparent la taille de leur appartement à celle des autres, leur salaire. C'est la seule chose qui les mette en colère et les pousse à l'action. Pendant la réforme de Deng Xiaoping dans les années 1980, la population était très active. Lisez Li Xingmin, *The Excited Age: Physical Revolution at the Turn of the Century*, Chengdu: Sichuan, People's Press, 1983 (*jidong renxing de niandai*). Nous pensions alors que la réforme était possible, qu'un mouvement étudiant pouvait être lancé, que nous pourrions avoir des élections, que nous pourrions monter nos entreprises et de là nous préoccuper à nouveau des questions politiques. Par comparaison, la Chine d'aujourd'hui semble extrêmement apathique, comme épuisée. Les dirigeants aussi semblent fatigués. Des catastrophes sévissent aux quatre coins de la Chine, et ils s'agitent sans cesse en réaction. Je pense qu'ils n'ont jamais le temps de s'asseoir et de bien réfléchir à une stratégie de développement entre l'Exposition universelle, les J.O., le tremblement de terre de Wenchuan, celui de Yushu. Ils s'activent sans cesse. Dans ce genre de situations où personne ne réfléchit à une stratégie dans le pays, si personne ne réagit quand un imprévu survient, c'est le chaos. Je redoute moi aussi ce genre de situation plus que tout. Pour parler franchement, je n'ose généralement pas exprimer ce genre de revendications mais devant vous c'est différent. J'aime beaucoup mon pays et je me réjouis qu'il puisse se développer de façon relativement stable. Cette stabilité est bénéfique pour le pays et la nation, et elle permet d'éviter une grande catastrophe humanitaire. Car dans le cas contraire, aucun pays ne pourrait recevoir des centaines de millions de réfugiés. Imaginez-vous l'ampleur de l'afflux de réfugiés vers les pays occidentaux en provenance d'un pays d'un milliard trois. C'est la raison pour laquelle j'espère un changement sans trop le vouloir. Pourtant, il faut que les choses changent. Un changement trop subit pourrait entraîner l'effondrement, comme c'est arrivé en Union Soviétique, mais la taille de la population chinoise est un facteur qui ne permet pas les comparaisons. Le niveau d'instruction en Russie est très élevé, mais les mafias y sont très puissantes. En Chine, le niveau d'instruction est bas, nous n'avons pas eu d'églises, d'organisations sociales ou groupes d'intérêt public pendant longtemps. Pourtant, ceux-ci peuvent se révéler utiles. En Russie, l'Eglise orthodoxe était

suffisamment forte pour maintenir un ordre relatif. En ce qui concerne la Chine, on s'aperçoit tout de suite qu'en cas d'un effondrement similaire à l'Union Soviétique, le chaos social serait d'une ampleur effroyable. Des événements violents pourraient aisément éclater. Récemment, les incidents violents ont franchi un seuil. Les comportements lâches ne sont pas rares, tels que les attaques à l'arme blanche d'écoles maternelles et primaires. Il ne faudrait pas que cela se reproduise. C'est pourquoi je pense qu'il faut une réforme, plutôt progressive que brutale. Mais cela n'exclut pas la possibilité que la Chine rencontre de graves difficultés dans trois ou cinq ans. On en observe déjà les signes annonciateurs. Par exemple, les gens obéissent de moins en moins aux dirigeants. À l'origine, ils étaient nommés par les dirigeants tout puissants. "Emilie Frenkiel, je vois que vous venez en Chine parce que vous aimez beaucoup ce pays, et bien je vous nomme secrétaire général". Comme ils avaient beaucoup d'autorité, tout le monde obéissait. Mais à présent, ils ont moins de pouvoir et s'ils veulent désigner quelqu'un, tout le monde veut d'abord savoir si cette personne est compétente. Par exemple, si vous êtes française, si vous apporterez une contribution importante au pays. On n'obéit plus comme avant. Tout le monde se pense plus compétent que vous. Et cela provoque la division des élites politiques. En outre, la société ne peut produire des dirigeants puisque nous n'avons pas de compétition pacifique. Si nous organisons des élections compétitives aujourd'hui, je pense que les votes seront achetés parce que ni sous l'Empire, ni sous le Guomindang, ni sous le PCC nous n'avons connu d'élections formelles. C'est pourquoi il faut aller doucement parce que ce sera difficile. Mais le changement donne de l'espoir aux gens. La société ne peut pas changer trop vite sans être profondément déstabilisée. Le plus gros souci, avec la société chinoise, c'est que nul ne peut prédire ce que l'avenir nous réserve.

Emilie Frenkiel : Quels sont vos meilleurs livres et articles?

Ren Jiantao : Même si je n'arrive pas à le publier pour l'instant, mon meilleur livre est intitulé *Démocratie moderne et reconstruction nationale (Xiandai minzhu yu guojia chongjian)*, consacré à mon analyse de l'évolution du pays. Je ne peux pas le publier sur le territoire chinois pour le moment parce que je discute de la question des partis politiques, de comment passer de l'État-Parti à un État-nation. Et ces questions restent tabous ici.

Emilie Frenkiel : Êtes-vous allé voir des maisons d'édition?

Ren Jiantao : Oui. Elles ont toutes refusé de le publier. En ce qui concerne ce que j'ai déjà publié, d'un point de vue académique, ma thèse: *Éthique et politique (lilun zhengzhi yanjiu)* était très réussie. Je n'étudie pas la culture politique mais la morphologie du régime chinois. Je vous ai déjà expliqué de quoi parle le livre. C'est une analyse approfondie des raisons politiques pour lesquelles l'éthique a été détournée dans la vie politique chinoise, et pourquoi la politique doit paraître éthique. C'est encore le cas aujourd'hui. On ne demande pas à Hu et Wen de nous enseigner comment nous comporter, mais de bien gouverner le pays, n'est-ce pas? Pour savoir comment nous comporter, nous suivons plutôt le droit. Si mes aspirations sont élevées, je suis un homme de bien (*junzi*), si elles sont exécrables, je suis un mauvais homme (*xiaoren*). Sur le plan académique, c'est mon meilleur livre publié. Je n'y parle pas d'histoire de la pensée contemporaine mais plutôt du destin de la Chine contemporaine. Quel regard est porté sur la tradition, sur l'étranger, une fois que la modernité et la promotion du libéralisme arrivent en Chine, voilà ce que je visais en écrivant ces quelques essais. J'ai aussi publié des articles sur les intellectuels (*gongong zhishijfenzi*) tels que « Culture politique des temps post-révolutionnaires » (*Hou geming zhidai de zhengzhi wenhua*), le livre *Comment gouverner (Zhengzhidao : 1978-2008 Zhongguo gaige kaifang de zongguan, Zhongshan daxue chubanshe)*, et l'entretien « Commémoration des 30 ans de la politique de Réforme et d'Ouverture » (*Jinian zhongguo gaige kaifang sanshinian*). J'ai aussi écrit une série: *Trois livres sur l'État (Guojia sanshu)*, que je n'arrive pas à publier: *Démocratie constitutionnelle et reconstruction de l'État (Xianzheng minzhu yu guojia chongjian)*, *Domestiquer l'État (Xunfu guojia)*, *Le pays fait fausse route (Guojia de qilu)*, dans lesquels j'analyse les trente années de réforme et les erreurs qui ont été commises. J'examine par exemple pourquoi la réforme chinoise n'a pas du tout abouti à une économie de marché mais à un léninisme de marché appelé économie de marché socialiste. Il faut analyser les rapports entre

L'État et les entreprises. D'après mon analyse, c'est à cause de cette économie de marché socialiste que le gouvernement central ne parvient pas à diriger les entreprises publiques - il pense les contrôler mais il ne contrôle rien. De grands monopoles d'État sont indispensables au maintien de sa domination, parce que la propriété collective est un de ses piliers. Cependant, les grandes entreprises publiques suivent la logique du marché et certainement pas celle du gouvernement. Si bien que quand Wen Jiabao annonce quelque chose, il n'est pas écouté. Les instructions du gouvernement central ne sont pas suivies. Cela montre clairement que le problème majeur, c'est que l'économie de marché socialiste ne parvient pas à gérer les grandes entreprises publiques et le gouvernement. Car le gouvernement a une autorité politique alors que les entreprises ont un pouvoir économique, et une fois qu'elles sont mises sur le marché, au nom de quoi doivent-elles suivre les directions gouvernementales? De sorte que nos grandes entreprises publiques n'écoutent plus que le marché. Elles ne cherchent qu'à faire des profits. Si le gouvernement central dit qu'il faut baisser les prix, elles augmentent au contraire les prix, si le gouvernement central dit qu'on manque de céréales, elles exportent des céréales et de l'huile. Les objectifs annuels doivent être atteints coûte que coûte. Ces entreprises ne sont plus au service du gouvernement. Elles ont un but lucratif. La situation est plus simple dans les pays occidentaux, sauf en France et en Allemagne. Par exemple aux États-Unis, les entreprises ne suivent que la logique du marché. Pour prendre l'exemple de Goldman Sachs, quand l'ensemble du pays a protesté et qu'Obama a voulu forcer le groupe à renoncer à ses bonus, ils ont répondu que seul le marché comptait pour eux. Les dirigeants de Goldman Sachs ont expliqué en toute honnêteté aux dirigeants politiques que s'ils ne donnaient pas de bonus à leurs employés, ces derniers partiraient travailler à l'étranger. Peu importe que ce ne soit pas très moral, ils n'ont pas le choix. Le gouvernement ne peut pas les arrêter. Et si les banques empruntent au gouvernement de l'argent, comme Citibank l'a fait, et qu'elles parviennent ainsi à renverser la situation rapidement et à refaire des profits, ce n'est pas au gouvernement qu'elles les redistribuent, contrairement aux entreprises chinoises. Elles profitent des taux faibles du gouvernement mais elles n'acceptent aucune responsabilité. Voilà en quoi l'économie de marché socialiste est monstrueuse. On peut difficilement publier ce type d'observations parce que les recherches politiques sont limitées comme des chevaux dans un enclos (*pao ma quan di*). Les chercheurs sont dirigés comme des chevaux. Ils n'ont droit de jouer que là où on le leur permet. Dès qu'on commence à s'en écarter, cela ne va plus. On devrait tout pouvoir étudier si on le souhaite. Mais on ne nous le permet pas. Faire des recherches sur les valeurs universelles, le régime constitutionnel, l'avenir du PCC n'est pas autorisé sur le territoire chinois, sauf en amateur. En ce qui me concerne, je peux me le permettre. Je suis déjà professeur, je dirige des thèses. Je publie une partie de mes travaux. Cela n'a pas trop d'importance si je ne peux pas publier le reste.

Emilie Frenkiel: Les travaux que vous n'arrivez pas à faire publier sur le territoire chinois peuvent-ils être publiés à Hong Kong ou Taiwan?

Ren Jiantao: Je n'ai pas fait le même choix que les gens comme Xiao Gongqin, qui publient à Taiwan. En effet, mes travaux ont pour objectif de servir la réforme politique en Chine. Je ne vois pas l'intérêt de me positionner à contre-courant et de me faire passer pour un dissident. J'ai décidé de publier quand je le peux en Chine et de ne pas publier ailleurs si cela peut être perçu comme un manque de loyauté. Je m'efforce de poursuivre mes recherches en politique sur le terrain officiel, académique et populaire (*minjian*). Cela me permet de faire ma place, de développer librement mes idées et de maintenir le peu d'influence que j'ai gagné. Si je décidais de publier à l'étranger mes recherches, ma loyauté pourrait être mise en doute et je perdrais toute influence sur le territoire chinois. C'est arrivé à Liu Junning. Il devrait être plus influent que je ne le suis, parce que ces articles sont excellents et correspondent parfaitement à des revues comme *Dushu*. Mes pairs critiquent mon écriture européanisée. Mes phrases sont trop longues et les Chinois n'y sont pas habitués. Je me reconforte en me disant que depuis le Mouvement du 4 Mai, on n'écrit plus en langue littéraire mais seulement vernaculaire, de façon simple et lyrique. Les intellectuels comme Zhu Xueqin et Liu Junning ont une plume splendide. On ne serait pas étonné de trouver leurs articles dans des concours d'écriture. Ils sont ainsi plus à même d'influencer la société. Mais à présent, Zhu Xueqin écrit peu et Liu Junning ne peut

plus publier dans des revues officielles. Je préfère rester mesuré et ne pas me sentir surveillé et haï. Je n'ai pas abandonné la cause pour autant. Pour pouvoir discuter de politique en Chine, il faut se faire accepter des élites politiques. Cela permet de s'exprimer de façon constante et d'avoir une influence ininterrompue.

Wang Shaoguang 王绍光 1954

Wang Shaoguang est professeur au département d'études gouvernementales et administratives, qu'il dirige, de l'Université chinoise d'Hong Kong. Il est également directeur du Centre d'études chinoises de l'université, professeur Changjiang du département de politique et d'administration publiques de Tsinghua et membre non-officiel de la Commission sur le développement stratégique de l'HK SAR. Ce membre influent de la Nouvelle gauche est surtout connu pour ses recherches sur la capacité de l'État. Il propose l'établissement d'un gouvernement démocratique puissant, capable d'accomplir les trois grandes tâches que sont la croissance économique, la justice sociale et l'équilibre écologique. Après une licence de droit à l'Université de Pékin et un doctorat de science politique à l'Université Cornell, il enseigne pendant dix ans au département de science politique de Yale, et c'est dans ce cadre qu'il part en Russie en 1990 et 1991 pour aider les Russes à établir un système démocratique et une économie de marché. C'est en découvrant la situation là-bas qu'il en vient à se concentrer sur la question de la capacité de l'État et de la construction d'un État fort démocratique. L'orientation de ses recherches est intimement liée à sa perception de la politique chinoise et à sa volonté de l'infléchir la direction des réformes. Ses rapports et travaux critiques – visant à démontrer une corrélation forte entre justice sociale et instabilité – en tant que consultant du gouvernement chinois, mais aussi d'organismes internationaux tels que les Nations Unies et la Banque Mondiale, ont indubitablement contribué au débat et à la remise en question des priorités de la politique de réforme. Ses travaux récents reflètent le changement de direction de la politique chinoise : ils cherchent moins à critiquer qu'à encourager l'approfondissement de la réforme sociale récemment impulsée.

Wang Shaoguang est éditeur en chef de *China Review* (CUHK) et membre du comité de rédaction de *Modern China* (États-Unis), *Mainland China Studies* (Taiwan), *Public Economic Research* (Chine), *University Review of Political Science* (Chine), *Chinese Public Administration Review* (États-Unis), *Journal of Contemporary China* (GB), *Chinese Journal of Political Science* (États-Unis), *China Public Administration Review* (États-Unis), *Chinese Public Policy Review* (Chine), *Volunteer Service Journal* (Chine).

28 août 2008 dans le bureau de Hu Angang au département de politique et d'administration publique à l'Université Tsinghua, Pékin
Transcrit et traduit de l'anglais par Emilie Frenkiel

Emilie Frenkiel: Je voudrais d'abord savoir comment vous avez commencé à vous intéresser à la politique en général et à la question de la réforme politique en Chine. Pourriez-vous revenir sur les moments importants de l'évolution de votre pensée politique?

Wang Shaoguang: C'est une question difficile. J'ai commencé très jeune à m'intéresser aux questions politiques. J'étais à l'école primaire. Connaissez-vous la revue interne intitulée *Cankao Xiaoxi*, les *Nouvelles de Références* ? Elle existe toujours. C'est encore un des journaux les plus lus. Mais dans les années 1960, quand j'étais enfant, la revue était réservée aux cadres d'un certain niveau. Sa circulation était strictement interne. On y trouvait tous les jours les actualités internationales, pas nationales. La revue devait permettre aux cadres chinois de comprendre la situation internationale. Dans les années 1960 et 1970, c'était un moyen essentiel pour comprendre le monde extérieur. Dans l'entourage dans lequel j'ai grandi, plusieurs personnes y avaient accès. Quand quelqu'un pouvait accéder à cette revue, il la prêtait ensuite aux personnes autour de lui pour que tout le monde la lise avant de lui rendre. J'ai ainsi commencé à lire ce journal et à suivre les actualités internationales lorsque j'étais élève du primaire. Cela m'a donné une ouverture sur le monde. J'imagine que c'était assez rare à mon âge.

Après cela, la Révolution culturelle a commencé. C'était un moment crucial. Lorsque la Révolution culturelle a éclaté, j'avais 12 ans. Je venais de finir ma scolarité à l'école primaire. J'allais entrer au collège. J'étais très enthousiaste au début. J'ai pu aller à Pékin pour la première fois en 1966, à

12 ans. Tout était gratuit. On pouvait voyager sans rien avoir à déboursier. J'ai donc pris le train de Wuhan jusqu'à Pékin. Les bus là-bas aussi étaient gratuits, tout comme le gîte et le couvert. On nous encourageait à partir pour échanger des idées révolutionnaires. Je suis donc venu à Pékin, et à l'Université de Pékin. Je me suis rendu aux quatre coins de la ville pour prendre des notes des dazibaos affichés. Nous en avons aussi profité pour visiter la ville. Nous étions un groupe d'amis. Ils étaient tous plus âgés à l'exception d'un autre petit camarade de mon âge. Les autres avaient accepté de nous emmener avec eux à Pékin. Début 1967, au printemps, nous avions prévu d'aller à pied à Jingangshan (berceau révolutionnaire du Jiangxi, point de départ de la Longue Marche). Finalement, le projet a échoué.

Je suis devenu Garde Rouge. À l'époque, on trouvait partout des organisations de Gardes Rouges. Rien que dans ma classe, nous avions plus de dix organisations différentes. Tout le monde pouvait monter sa propre organisation. C'est ainsi qu'avec mes amis, nous en avons fondé une. Nous nous amusions beaucoup. Nous avons décidé d'occuper un bureau du bâtiment municipal du comité du Parti. L'immeuble entier était occupé par des étudiants. Nous avons monté notre organisation dans ce bureau réquisitionné jusqu'à ce que nos parents apprennent où nous étions. Ils nous ont alors obligé à rentrer à la maison. J'ai ensuite intégré une autre organisation.

La Révolution culturelle est une expérience unique. Je ne sais pas comment l'idée m'était venue, mais j'avais déjà conscience à cette époque que les publications de cette période étaient précieuses. J'ai gardé précieusement tout ce que je pouvais. C'est ainsi que j'ai pu les réutiliser ensuite pour mon mémoire de thèse sur la Révolution culturelle à Wuhan. Mes sources proviennent des documents que j'ai accumulés à l'âge de 12 ou 13 ans. La Révolution culturelle a officiellement duré de 1966 à 1976. J'avais 22 ans lorsqu'elle s'est terminée. J'ai fini mes études secondaires en 1972 et avec mes camarades de classes et mes amis, nous avons formé un groupe informel. Nous nous réunissions toutes les semaines, le week-end. J'étais alors professeur de mathématiques au collège. C'était un des pires collèges de Wuhan. Au début, j'avais peur de mes élèves parce que certains étaient plus âgés et plus forts que moi. Lorsque je suis parti du collège en 1978, j'étais devenu un des professeurs modèles de toute la ville. Rétrospectivement, je peux dire que j'ai adoré enseigner au collège. Avec mes amis et quelques camarades de classe, nous nous réunissions donc le week-end pour discuter. Nous parlions de tout, mais surtout de politique, un petit peu de littérature, de poésie et d'autres sujets aussi. Beaucoup de gens ont aujourd'hui la fausse impression que durant la Révolution Culturelle, tout était réprimé, qu'on ne pouvait mettre la main sur un seul livre. C'est totalement faux. J'explique toujours aux jeunes générations que je n'ai personnellement jamais manqué de livres à lire. Pour tout vous dire, j'avais tellement de livres à ma disposition que je n'ai même pas eu le temps de lire les deux livres les plus en vogue de l'époque; à savoir, *Jingguang dadao* (Hao Ran, the Golden Road, 1972) and *Yanyang Tian* (The Sun Shines Bright, 1964). C'étaient les deux romans les plus populaires de cette époque. Je me disais toujours que j'aurais le temps de les lire et retardais leur lecture. Je décidais de lire d'abord des livres plus compliqués. J'ai par conséquent lu tous les classiques chinois et étrangers pendant la Révolution Culturelle. Ensuite, je n'ai jamais plus eu le temps de les relire. Nous discutons de ces lectures lors de nos réunions. En 1975-1976, nous étions totalement opposés à la Gauche Ultra, représentée alors par la Bande des Quatre. En 1975, Zhang Chunqiao, un des membres de la Bande des Quatre, a publié un de ses ouvrages les plus importants: « *dui zichanjieji de quanmian zhuanzheng* » (*De la dictature intégrale sur la bourgeoisie*). Ce livre ne nous avait pas du tout plu et nous avons relu les propos de Marx, Lénine et Mao sur la dictature du prolétariat pour le critiquer. Nous nous sommes aperçus que les idées de Marx étaient tout à fait différentes de celles de Zhang Chunqiao. Nous avons donc compilé des citations de Marx, Engels et Lénine pour composer une critique du livre de Zhang Chunqiao. Nous l'avons ensuite publié. Ce n'était bien sûr pas une publication officielle. Nos moyens de l'époque étaient plutôt primitifs mais nous n'avons pas tout recopié à la main non plus. Nous avions à notre disposition le matériel nécessaire pour monter une imprimerie de fortune. Il faut utiliser un type de papier particulier, constitué de cire, et écrire dessus (technique du stencil). Ce papier peut ensuite être utilisé sur une machine à impression qui imprime un grand nombre de copies, une centaine environ. C'est ce que nous

avons fait en secret pendant les congés du Nouvel an. Nous aurions été punis avec la plus grande sévérité si nous avions été pris. C'était très grave. Nous avons ensuite distribué notre petit livre à nos amis. La Révolution culturelle est un événement majeur. J'ai toujours été fasciné par l'histoire de cette période. Hier encore, un ami de l'Université de Chicago m'a contacté au sujet de certaines sources sur les publications de la Révolution culturelle. Je lui ai dit ce que je savais. Cette période est un moment phare de notre histoire et de mon histoire personnelle. Puis, à la fin de l'année 1977, le concours national d'entrée à l'université (*gaokao*) a eu lieu. Je n'avais pas eu d'éducation secondaire mais j'ai passé le concours. J'ai eu de très bons résultats à Wuhan et cela m'a permis de venir à Pékin, à l'Université de Pékin (Beida).

Emilie Frenkiel: Comment vous-êtes vous préparé à passer le concours ?

Wang Shaoguang: J'avais un avantage en maths. J'ai rendu une copie presque parfaite. J'ai par conséquent obtenu un des meilleurs résultats de toute la région de Wuhan et c'est grâce à cela que j'ai été accepté à Beida. Beaucoup d'étudiants de Beida avaient en fait été professeurs à la fin de la Révolution culturelle. Un de mes camarades, Zhang Wei, qui est maintenant installé à Cambridge, était une étoile politique montante dans les années 1980. Après les événements de 1989, il a tout abandonné et est parti. Nous étions tous les deux professeurs de collège à Wuhan et nous sommes arrivés à Pékin le même jour. Lui a fait une licence d'économie, moi de droit. J'avais choisi de faire une licence de philosophie, mais l'université a décidé que je rejoindrais le département de droit. Cela ne m'a jamais beaucoup intéressé. J'ai passé quatre ans à Pékin de 1978 à 1982, à passer ma licence de droit. C'étaient des années passionnantes, marquées par les nombreuses publications sur le Mur de la démocratie (*minzhu qiang*), et beaucoup de publications informelles telles que le *Printemps de Pékin* et *Aujourd'hui*. Ce n'étaient pas des publications sous-terraines puisqu'elles étaient publiées sur le Mur. En 1978 et en 1979, j'allais en bicyclette à Xidan (environ 10 km) quasiment tous les soirs pour lire ce qui était affiché sur le Mur de la démocratie. Je n'aimais pas trop Wei Jingshen. Nous trouvions ses idées trop radicales. Elles s'adressaient manifestement moins aux Chinois qu'aux étrangers. C'était une période où l'on avait accès à tout, où l'on discutait de tout. La première chose que j'ai faite à mon arrivée à Beida, ce fut d'écrire un essai sur la nécessité d'évaluer de façon objective la contribution du Président Mao. C'était bien avant la troisième session préliminaire au XI^e congrès du Parti. J'ai écrit cet essai avec un de mes camarades de classe et nous avons essayé de le publier dans le *Quotidien de la Jeunesse* (*Zhongguo Qingnian Bao*) en faisant jouer nos relations. Le père d'un autre camarade était le premier secrétaire de la Ligue de la Jeunesse (*Gongqingtuan diyishuji*). Nous avons essayé de faire publier notre article par son intermédiaire mais nous n'y sommes pas parvenus. Il était encore tabou à l'époque de parler d'évaluer objectivement la contribution et les erreurs du président Mao. Je pense faire partie des premières personnes qui ont cherché à le faire, même si cet article n'a jamais pu être publié. Il y a un an, j'ai feuilleté mon journal intime de l'époque avec ma femme. Elle a découvert que j'étais considéré comme un droitiste, un libéral, pendant ces années passées à l'Université de Pékin. Je n'étais pas du tout assez orthodoxe aux yeux de mes professeurs. Personnellement, je dirais plutôt que j'étais un marxiste - un socialiste. Mais ils trouvaient que mon point de vue ne correspondait pas du tout au leur et cela m'a causé pas mal de problèmes à l'université. J'étais un très bon élève. Du point de vue académique, je me débrouillais très bien. Mais sur le plan politique, mes professeurs pensaient que je n'étais pas apte. J'ai obtenu mon diplôme de l'Université de Pékin et j'ai passé l'examen pour partir étudier à l'université. J'ai obtenu un très bon score et j'ai eu la bourse Fulbright. À l'époque, le gouvernement américain donnait les financements Fulbright au gouvernement chinois, qui se chargeait de désigner les jeunes chercheurs qui partiraient. Je crois que je fais partie des trois premiers étudiants de Master qui ont eu la bourse Fulbright en Chine. Les autres sont respectivement professeur à l'Université de Duke et professeur à l'Université de Science et de Technologie de Hong-Kong. Nous sommes toujours en contact.

Je suis parti à Cornell en 1982. Lorsque je suis parti pour les États-Unis, comme tout le monde alors, je pensais qu'on devait adopter le système démocratique américain, les idées libérales etc. Mon objectif, à l'origine, était par conséquent d'étudier le système politique américain. C'était bien

évidemment dans l'optique d'une réforme politique en Chine. J'avais l'intention d'étudier la politique américaine et les exemples européens pour m'en servir à réformer le système politique chinois. Aux États-Unis, je me suis construit un réseau étendu de connaissances parmi les étudiants chinois d'autres universités. J'étais à Cornell. Le campus est au milieu de nulle part. Il faut conduire cinq heures pour se rendre dans la grande ville la plus proche, New York. Il est difficile de se déplacer de là-bas. C'est pourquoi nous communiquions par téléphone et par d'autres moyens. Nous avons monté un réseau conséquent d'étudiants. Au début 1987, lorsque Hu Yaobang a été démis de ses fonctions, j'étais un des organisateurs d'une campagne d'opposition. J'ai écrit une lettre ouverte qui m'a ensuite causé quelques ennuis. Nous l'avons publiée dans le *New York Times* et dans le *Washington Post*, ainsi que dans des journaux chinois publiés aux États-Unis.

En juin 1989, j'avais terminé mes études. J'avais obtenu mon PhD et pris contact avec des universités chinoises. J'avais même pris la décision d'accepter un poste à l'Université de Wuhan, ma ville natale. Ironiquement, j'ai reçu le matin du 4 juin un télégramme de l'Université de Wuhan qui m'informait qu'ils avaient trouvé une position pour ma femme. C'était un des termes principaux de nos négociations d'embauche. J'étais par conséquent enchanté par la nouvelle. Tout était réglé. Il y a douze heures de différence entre la Chine et où j'étais. Je vivais dans un logement provisoire en attendant de repartir en Chine. Mes livres étaient déjà emballés dans des cartons. Nous étions sur le point de rentrer. L'après-midi, ma femme, qui travaillait alors aux États-Unis, m'a appelé et m'a dit de regarder la télévision. Lorsque nous avons vu ce qui s'était passé aux États-Unis, nous avons pris la décision de ne pas rentrer dans l'immédiat. Nous avons appelé Wuhan le soir même pour leur annoncer que nous ne rentrerions plus en Chine. C'est ainsi que je suis resté aux États-Unis beaucoup plus longtemps qu'initialement prévu. J'avais déjà terminé tout ce que j'avais à faire à Cornell. J'étais sans emploi là-bas. Je n'avais absolument rien prévu. Un professeur à Cornell m'a beaucoup aidé. Il m'a aidé à obtenir un fellowship qui m'a permis de travailler à Cornell un an supplémentaire. Je me suis mis à chercher un poste et j'ai eu la chance d'en obtenir un à Yale. Leur département de science politique était classé premier depuis un certain nombre d'années. J'ai donc accepté leur offre.

Ma thèse portait sur la Révolution culturelle. Ces recherches se distinguent de la plupart des œuvres consacrées à la question de deux façons. D'une part, la majorité des ouvrages sur la Révolution culturelle sont dédiés à la politique des élites, à Mao et aux luttes de pouvoir etc., alors que mon livre s'intéresse à la politique des masses. D'autre part, les études affirmaient que la population suivait aveuglément ce que Mao disait. Mes recherches montrent que les masses agissaient de façon rationnelle. Les gens savaient ce qu'ils cherchaient. Ils agissaient parfois de façon irrationnelle, mais de façon générale, ils étaient rationnels. Cette thèse est en marge des idées communes sur la politique des masses en Chine.

En 1989-1990, j'ai changé de sujet de recherche. J'ai commencé à m'intéresser à la politique fiscale, aux finances publiques. J'ai commencé à étudier le budget, les financements concrets du budget etc. En 1991, j'avais déjà écrit un article, qui est certainement un des plus importants essais de ma carrière, intitulé "*Jianli yi ge qiangdada minzhuguo*" (*La construction d'un État démocratique fort*). Sa publication a déclenché une controverse dans la communauté académique chinoise à l'étranger. Personne n'a pris ma défense. Je suis parti en Russie en 1990 et en 1991 avec mes collègues de Yale. Nous étions censés apprendre aux Russes à établir un système démocratique et une économie de marché. Nous avons concocté un plan en 500 jours de transition d'un point A à un point B. Nous étions persuadés de maîtriser la question de la transition. C'est seulement à notre arrivée en Russie que nous avons compris à quel point nous nous étions trompés. La situation à Moscou était bien pire que ce que j'avais vécu dans les années 1960 en Chine. C'était encore plus terrible parce que les magasins y étaient totalement vides. Même aux pires heures de la Révolution culturelle et du Grand Bond en Avant, les magasins avaient encore quelque chose à vendre. J'ai alors commencé à me rendre compte que les grandes idées de laissez-faire et d'élections démocratiques n'étaient pas immédiatement utiles pour les Russes. C'est la raison pour laquelle je défends l'idée d'une démocratie forte et pas seulement d'une

démocratie tout court. La question de la capacité de l'État est primordiale. Francis Fukuyama n'a repris cette idée que bien plus tard. Il a écrit son livre sur la reconstruction de l'État une douzaine d'années plus tard (*State-Building: Governance and World Order in the 21st Century*, May 2004, Cornell UP, dérivé de ses cours donnés à Cornell en 2003). Dans ce premier article, j'explique pourquoi un État fort et efficace est déterminant même pour les idées démocratiques et libérales. J'avais prévu d'organiser un projet bien plus large avec un collègue de Yale spécialiste de la Russie. Nous avons monté un projet de comparaisons entre la Russie, la Chine et d'autres pays. Les autres n'ont finalement pas suivi le projet et j'ai continué à travailler seul sur le cas de la Chine.

En 1992, Hu Angang est venu pour un post-doc à Yale. Nous nous trouvons maintenant dans son bureau. Nous nous sommes rencontrés lors d'une soirée. Il m'a dit qu'il trouvait mon analyse de la situation en Chine bien plus juste que tout ce qu'il avait lu auparavant. Nous avons commencé à travailler ensemble. En 1993, nous avons publié un rapport destiné à circuler en interne. Il a fini par circuler plus largement sur le territoire chinois et à Hong-Kong: *Zhongguo guojia nengli baogao (Report on China's State Capacity)*.

Emilie Frenkiel: Comment faut-il procéder pour écrire un rapport interne? Faut-il avoir des relations?

Wang Shaoguang: C'est assez simple. Pour faire vite, Hu Angang a repris des idées que j'avais exprimées dans plusieurs essais publiés aux États-Unis. Il les a incorporées à des données qu'il avaient réunies et il en a fait un rapport. Nous avons rédigé la version finale ensemble. Lorsque nous sommes rentrés à Pékin en mai 1993, nous avons organisé une petite conférence de presse dans l'unité de travail (*danwei*) de Hu Angang. À ce moment-là, il n'était pas à Tsinghua mais à l'Académie des Sciences. Nous avons organisé la conférence de presse dans une petite salle et une douzaine de journalistes envoyés par diverses agences de presse sont venus. Nous avons annoncé que nous avions préparé un rapport qu'il nous semblait très important de faire circuler. C'est ainsi que nous l'avons publié en référence interne. Beaucoup de sources internes l'ont publié en intégralité ou en ont publié des extraits. Le ministre des Finances en a rapidement obtenu une copie. Nous avons en effet invité le directeur de l'institut de recherche qui dépend du Ministère. Il était venu et il avait été réceptif à nos idées. Il en avait ensuite parlé au ministre, qui nous a invité à en discuter avec lui.

Emilie Frenkiel: Était-ce une réunion informelle?

Wang Shaoguang: Oui. Nous avons simplement été invités pour expliquer nos idées. Ils préparaient une réforme fiscale depuis des années mais il manquait un stimulus pour que le Ministère agisse rapidement. Dans notre rapport, nous insistions sur l'urgence du problème. Nous disions que si la Chine attendait plus longtemps, nous courrions à la catastrophe. Je pense qu'ils voulaient qu'on explique pourquoi la réforme fiscale était importante sur le plan politique. Avant cela, ils ne voyaient cette réforme que sous un angle technique, celui des finances publiques. C'est ainsi que nos idées ont été transmises aux échelons supérieurs. En 1994, une réforme fiscale a été lancée. On ne peut pas nous attribuer tout le crédit de la réforme. Notre contribution les a surtout encouragés à réagir vite, à ne plus attendre davantage. Ils préparaient cette réforme depuis des années. Pour être plus précis, c'est en 1986 qu'ils ont lancé les préparatifs techniques à la réforme. Pourtant, ils ne pouvaient passer à l'action parce que les résistances au sein du système étaient énormes. C'est ainsi que nous sommes entrés dans le débat sur les finances publiques et la capacité de l'État. Nous parlions seulement de capacité d'extraction (*guojia jiqu nengli*). Dans les années qui ont suivi, j'ai consciemment réfléchi au moyen d'éviter que le scénario catastrophe que j'entrevois se concrétise. J'ai consacré les années 1990 à des recherches en relation avec ce sujet. Lorsqu'avec Hu Angang nous parlions de réforme fiscale, nous évoquions le problème des disparités régionales. Elles avaient atteint un seuil vraiment critique. Nous avons visité de nombreuses provinces et parlé avec les gens ordinaires et les dirigeants de nombreuses localités de l'écart croissant entre la Chine côtière et la Chine intérieure. Lorsque notre premier livre sur

les disparités régionales (*The Political Economy of Uneven Development*) est paru en 1994, nous étions une minorité à nous intéresser à ces questions en Chine. Très peu de chercheurs et de dirigeants politiques s'en préoccupaient. La plupart pensaient au contraire que les différences régionales diminuaient en Chine. Un chercheur éminent tel que Jeffrey Sachs d'Harvard, qui connaissait beaucoup de chercheurs en Chine, a publié un article censé prouver que la réforme d'ouverture au marché allait réduire les disparités régionales (« Trends in Regional Inequality in China » with Tianlun Jian and Andrew Warner, NBER *Working Paper Series* no. 5412, January 1996, et *China Economic Review*, Vol. 7, No. 1, 1996). Les données qu'il avait recueillies se terminaient en 1990. Nos données ont montré qu'après 1990, les disparités ont commencé à s'accroître. Pour beaucoup, ce n'était pas un problème grave; le pays est immense et ne pouvait pas se développer partout de façon uniforme. Il semblait tout à fait acceptable que les régions côtières se développent d'abord plus rapidement et que le Centre et l'Ouest de la Chine attendent vingt ou trente années supplémentaires. Dans ce rapport, nous avons essayé de démontrer qu'on ne pouvait se contenter d'une analyse économique; une analyse politique se révélait indispensable. Quelles peuvent être les implications politiques d'un creusement des écarts entre deux parties de la Chine, surtout lorsque la première partie est occupée de façon prédominante par des Hans et l'autre par des minorités ethniques? Nous étions convaincus que d'un point de vue politique, cette situation était tout à fait explosive. Nous avons par conséquent publié un certain nombre d'ouvrages à ce sujet pendant les années 1990: trois livres sur les disparités régionales et la politique. En 1999, à notre grande satisfaction, le gouvernement chinois a lancé le programme de développement de l'Ouest de la Chine (*Xibu da Kaifa*).

Emilie Frenkiel: Pensez-vous que ces publications ont eu un impact direct sur la mise en place de ces mesures?

Wang Shaoguang: Nous n'en savons rien. C'est difficile à dire. Toutefois, nous avons constamment insisté sur trois points: le fossé entre les régions est immense; le fossé n'est pas seulement immense, il se creuse; un fossé immense qui se creuse entre diverses régions de Chine représente une grande menace politique. Nos publications martelaient sans cesse ces trois aspects.

Emilie Frenkiel: Avez-vous été invité à d'autres réunions informelles?

Wang Shaoguang: Nous n'avons pas seulement été invités, Hu Angang a même eu l'occasion de s'adresser aux élèves de l'École Centrale du Parti (*Zhongyang dangxiao*), qui sont des hauts fonctionnaires. Nous avons même pu mener une enquête parmi ces cadres sur leur conception des disparités régionales. Nous avons ensuite présenté les résultats de l'enquête à l'École Centrale. Ils montraient que les cadres au niveau local et supérieur s'inquiétaient tous de ce fossé qui se creusait entre les régions. Les conclusions de l'enquête semblent avoir eu un effet persuasif parmi l'élite politique. C'était le premier volet de notre scénario catastrophe à éviter.

Le deuxième volet inquiétant venait du fait que l'armée, la police, et tout le monde au gouvernement étaient dans les affaires dans les années 1990. Étant donné que le gouvernement n'avait pas beaucoup d'argent, les institutions gouvernementales étaient autorisées à gagner de l'argent par leurs propres moyens. Les fonctionnaires, l'armée et la police aussi pouvaient monter des affaires puisqu'ils étaient faiblement financés seulement par les prélèvements fiscaux. À partir de 1994, nous nous sommes mis à exprimer des inquiétudes quant à la participation de l'armée et de la police à des affaires commerciales dans des revues à circulation interne. Nous nous appuyions sur l'argument que ce n'était autorisé dans le monde qu'en Thaïlande et en Indonésie. Tous les autres pays essayaient de l'éviter. Ne pouvant publier ce genre d'articles dans la presse à grands tirages, nous nous sommes adressés à des gens que nous connaissions et leur avons demandé de faire circuler ces informations.

À partir de 1999, j'ai commencé à retrouver espoir. La situation commençait à s'améliorer. Du moins, l'orientation des politiques publiques évoluait sensiblement. Depuis l'an 2000, il me semble que

la nouvelle orientation politique suit la bonne voie. Je viens de publier à ce sujet un article intitulé « La Grande Transformation » (*Da zhuānxíng*) dans le premier numéro de *Sciences Sociales Chinoises*. Après l'an 2000, mes recherches ont changé d'objet. Elles ont maintenant pour objet de rechercher un meilleur avenir et non plus d'éviter le pire. Il s'agit avant tout de politique sociale. J'ai explicitement critiqué les politiques gouvernementales vis-à-vis de l'éducation et de la santé. J'étais globalement très insatisfait des politiques menées dans les années 1990. Lorsque des signes de changements sont apparus, j'ai commencé à encourager les mesures qui allaient dans la bonne direction. J'ai publié un certain nombre d'articles sur la santé, l'éducation et les programmes sociaux. Beaucoup de progrès ont été effectués ces dernières années dans ces domaines.

Après la réforme fiscale de 1994, la donne a changé. La situation fiscale du gouvernement chinois s'est considérablement améliorée. J'ai alors suggéré qu'il fallait encore renforcer la capacité d'extraction de l'État chinois mais que ce n'était plus aussi urgent que dans les années 1990, puisque les taxes collectées par le gouvernement rassemblaient déjà le minimum nécessaire pour lancer de nouveaux programmes sociaux etc. Je me suis alors demandé où l'argent était investi maintenant que la question de sa provenance était en partie réglée. Mes recherches se sont focalisées sur l'importance des prévisions budgétaires. J'ai publié un essai très court sur l'époque progressiste aux États-Unis dans *Dushu*. « *Meiguo jinbushidai de qishi* » (*Leçons tirées de l'époque progressiste aux États-Unis*). Dans cet essai sur le progressisme des années 1888 aux années 1920, une période cruciale dans l'histoire des États-Unis, j'explique comment l'idée de budget est apparue à cette époque. L'éditeur de *Dushu* m'a plus tard annoncé que le vice Premier ministre et le ministre des Finances avaient beaucoup aimé cet essai et y avaient fait référence lors d'une conférence nationale sur le travail fiscal pour démontrer l'importance du budget, et pas seulement de la collecte des impôts. L'équipe du ministère des Finances m'a ensuite invité à éditer un livre intitulé *Meiguo jinbushidai de qishi* (*Leçons tirées de l'époque progressiste aux États-Unis*, Public Finance Press, Beijing, 2002) consacré à l'importance des prévisions budgétaires et à leurs liens avec la démocratie. J'y montre qu'aux États-Unis, pendant l'époque progressiste, on disait que sans budget, la démocratie était dénuée de sens parce que personne ne sait comment le gouvernement fonctionne. C'est seulement lorsqu'un vrai budget existe qu'on peut parler de démocratie. Je suggère par conséquent dans cet ouvrage que le point de départ de la réforme - d'une réforme politique - réside dans la création de prévisions budgétaires à travers un processus plus transparent et ouvert.

Des expériences de grand intérêt ont actuellement cours dans les provinces du Zhejiang et du Heilongjiang. On a mis en place dans certaines localités un budget participatif. Il est difficile de savoir comment cette idée est apparue. Ces expériences ont peut-être été lancées par nécessité. Certains gouvernements locaux insistent sur l'importance des participants dans le processus de calcul du budget. Comment dépenser les recettes fiscales? Avec mes collègues, nous encourageons vivement ce type d'expériences et nous essayons de promouvoir ces idées dans les hautes sphères du pouvoir. Avant l'an 2000, il n'y avait pas de budget en Chine, même au niveau du gouvernement central. Des prévisions globales étaient données, mais aucune prévision précise au niveau des ministères et des provinces ne pouvait être trouvée. De grands progrès ont été faits depuis. À présent, 52 ministères ont un budget détaillé. Le gouvernement central et les gouvernements provinciaux ont un budget et les députés des assemblées provinciales populaires sont chargés d'évaluer les propositions budgétaires. Dans certaines provinces, les députés ont constamment accès aux données sur la performance budgétaire. Un code leur permet de se connecter au système et de vérifier comment l'argent est distribué et dépensé. Dans certaines provinces, le processus budgétaire est ouvert à tout le monde. C'est le cas dans la province du Hubei, où un site Internet a été conçu pour que chacun puisse accéder à ces informations et évaluer la provenance et la destination des recettes fiscales. J'associe ces pratiques à un nouveau type de démocratie. C'est l'accès libre à l'information qui prime dans une démocratie. Ces questions ne peuvent être réglées par les élections. C'est la raison pour laquelle il faut explorer divers moyens de faire participer la population au processus de prise de décisions.

À partir de l'an 2000, nous avons lancé avec un groupe d'amis un projet intitulé reconstruction étatique démocratique. Nous sommes des économistes, historiens, sociologues de Taiwan, des États-Unis, et du Japon spécialisés dans cette question. En 2003, nous avons publié un livre, *Deuxième Transformation: reconstruction étatique* (*dièrcizhuanxing: cong jingji jianshe wei zhongxin dao zhidu jianshe wei zhongxin*, Tsinghua UP 2003, co-édité avec Hu Angang et Zhou Jianming). Nous en préparons actuellement la seconde édition aux presses de Tsinghua. Le livre a été mis à jour et modifié. Nous essayons de nous distinguer d'autres groupes de chercheurs. Un certain nombre de propositions diverses sont faites en Chine. Les libéraux proposent de restreindre le pouvoir de l'État. C'est leur façon de procéder. Il faut que le pouvoir de l'État rétrécisse. Les défenseurs de la société civile, d'autre part, cherchent à équilibrer le pouvoir de l'État. Des organisations provenant de la société civile doivent se développer dans ce but. Nous pensons que l'État chinois doit d'abord être renforcé, tout en étant rendu plus démocratique. D'où l'expression « reconstruction d'un État démocratique ». L'État doit remplir six ou huit fonctions cruciales sans lesquelles même l'institution de mécanismes démocratiques ne pourrait empêcher la faillite du pays. Ces six fonctions sont essentielles. Ce sont des conditions préalables à la mise en place d'un système démocratique qui fonctionne correctement. Les deux conditions supplémentaires sont plus démocratiques. L'ensemble correspond à ce que nous avons appelé la reconstruction d'un État démocratique. Certains participants travaillent encore sur le projet. D'autres se consacrent à présent à d'autres études. Je propose actuellement à des maisons d'édition une série de livres sur la reconstruction étatique. Certains de mes doctorants travaillent en ce moment sur certaines modalités de la reconstruction de l'État. Je suis moi-même en train d'achever un ouvrage sur le cadre théorique de la reconstruction de l'État ainsi que sur les avancées et les difficultés de la reconstruction de l'État en Chine. J'y travaille depuis six ans. Je devrais avoir terminé cette année ou l'année prochaine. C'est ainsi que nous en sommes arrivés à la recherche de modes alternatifs de participation populaire au processus de prise de décisions. Ces décisions concernent des affaires d'État mais aussi tous les aspects de la vie économique et sociale des gens.

Lorsqu'on me demande ce que je pense de la Nouvelle gauche, je réponds que mes convictions politiques se résument à la formule suivante: *pingdeng de ziyou*, liberté équitable, et *guangfan de minzhu*, démocratie élargie. Il ne s'agit pas de se limiter à des activités électorales étriquées mais d'instituer une participation extensive de toutes les parties prenantes à tous les aspects de la vie sociale, économique et politique.

Emilie Frenkiel: Cela consiste-t-il à créer des instruments de participation supplémentaires aux procédures électorales?

Wang Shaoguang: Je suis de l'avis de Pierre Rosanvallon. Les élections ne sont pas prioritaires dans ma pensée sur d'autres formes de participation. Dans mon petit livre, *Quatre leçons sur la démocratie*, je signale qu'avant le 19^{ème} siècle, les élections n'avaient jamais été associées au régime démocratique. On y associait plutôt le tirage au sort. Certaines expériences sont faites en Grande-Bretagne, au Canada, en Australie et en Nouvelle Zélande. Pour résoudre le problème de déficit démocratique associé aux élections, on essaie d'avoir recours au hasard. Les élections me semblent désormais réservées à l'usage de personnes dotées d'un grand capital et qui souhaitent occuper des postes de pouvoir. C'est absolument injuste et anti-démocratique. C'est uniquement lorsque tout le monde a l'opportunité non seulement de voter mais d'être élu qu'on peut parler d'un régime démocratique. Je critique ainsi tout particulièrement la démocratie américaine et le fait que, sans plusieurs centaines de millions de dollars en votre possession, personne ne peut prétendre participer au jeu électoral.

Emilie Frenkiel: Dans la seconde édition de votre ouvrage sur la reconstruction démocratique, étudiez-vous plus en détail ces différents modes de participation? Précisez-vous comment ils peuvent être mis en application?

Wang Shaoguang: Le livre se concentre plutôt sur ces 6+2 fonctions, telles que le contrôle de la corruption etc. En ce qui concerne la mise en application de mes propositions, j'ai déjà dit que la participation au processus budgétaire est assez classique. Dans beaucoup de pays, les citoyens ont en théorie le droit de prendre part au processus de constitution du budget ; mais combien de personnes comprennent véritablement ce processus, combien s'y intéressent et combien y ont véritablement accès? Des expériences sont faites au Brésil, mais aussi en Chine, qui est un des pionniers de la participation populaire à la constitution du budget. Un think-tank affilié au Conseil d'État essaie de promouvoir cette idée. Un de mes amis prépare un manuel sur le budget public à l'usage des députés de l'Assemblée populaire. La première édition du livre est déjà parue. Il travaille à la seconde édition. Tous les ans au mois de mars, les députés commencent à discuter de cette question devant l'Assemblée.

Emilie Frenkiel: Qui est l'auteur de ce manuel?

Wang Shaoguang: C'est Ma Jun de Zhongshan university (Département de politique et d'affaires publiques, Université Sun Yat-sen de Canton). Nous nous connaissons bien. Nous avons écrit ensemble un article sur le processus budgétaire. Il est plus jeune que moi. Il a aussi étudié aux États-Unis. Avec ses collègues, il a écrit ce manuel ainsi que d'autres manuels opérationnels expliquant comment lire le budget. Cela a permis à beaucoup de députés, qui ne savaient pas ce qu'était un budget, de comprendre son importance et son fonctionnement. C'est un réel progrès.

Emilie Frenkiel: Je remarque que, lorsque vous parlez de vos travaux, vous reliez chaque article à l'intention d'encourager telle pratique ou telle tendance politique. Pensez-vous qu'en Chine les universitaires ont un véritable rôle à jouer dans la constitution des politiques et dans la direction choisie par les dirigeants?

Wang Shaoguang: Je parle à chaque fois de mes intentions. Beaucoup de chercheurs, dont moi, se méprenaient sur les moyens d'influencer le processus de prise de décisions. Nous étions nombreux à croire qu'il était plus facile de mobiliser des moyens secrets pour être entendus des dirigeants et pour influencer leurs décisions. Dans les années 1990, c'est ce que je pensais. Mais, à présent, je pense que ce qui importe, c'est d'influencer l'opinion publique. Lorsque je tente d'avoir un impact sur la direction que prend le pays, je m'adresse au grand public. C'est lorsqu'on parle des inégalités dans le système de santé que les gens se rendent compte que des inégalités existent et qu'ils commencent à se plaindre et à faire pression sur le processus de prise de décisions. C'est tout à fait visible. Dans un article, je propose de comparer les réformes mises en place actuellement et les discussions qu'on trouvait il y a quelques années sur Internet. On peut faire le lien. Il y a quelques années, les internautes débattaient sur le système de santé et voici que la politique vis-à-vis du système de santé vient juste d'être modifiée. Nous discutons des problèmes dans le système éducatif et des mesures viennent d'être prises. Nous parlions des problèmes de logement et la politique du logement a été modifiée en 2006. L'opinion publique a manifestement de plus en plus d'influence. C'est pourquoi je préfère désormais publier mes travaux dans des journaux, magazines et revues accessibles de tous, plutôt que dans des revues internes. Cela me semble moins judicieux et je suis quasiment sûr que les dirigeants n'ont plus le temps de les lire.

Emilie Frenkiel: Vous développez en effet cette question dans l'article "Changing patterns of agenda-setting". Dans d'autres articles récents, vous déclarez que beaucoup de progrès ont été faits en termes de politique sociale. Pensez-vous que ces avancées sont garanties d'un point de vue institutionnel? Les pratiques évoluent mais un retour en arrière n'est-il pas possible si aucune institution ne protège ces avancées?

Wang Shaoguang: Je pense que certains changements sont irréversibles. C'est en particulier le cas des politiques sociales. Un gouvernement ne peut décider de rendre l'éducation gratuite puis changer d'avis l'année suivante. Ce genre de décisions est irréversible. En 2003, le gouvernement a décidé de donner 20 yuan à chaque habitant des zones rurales pour 100 yuans dépensés en soins

médicaux. Il donne maintenant 80 yuans. Il lui est impossible de revenir sur ces aides. C'est irréversible. Seules des avancées sont envisageables. Ce n'est pas seulement une question de politiques publiques. Le mécanisme politique est également amené à évoluer, de la même façon que les politiques sociales en Europe ont offert un filet de protection à la population et ainsi changé les dynamiques politiques de ces pays. Les gens sont devenus progressivement parties prenantes de ce processus. Ils sont davantage conscients de leurs intérêts et s'affirment davantage. L'ensemble des mécanismes du jeu politique est ainsi modifié. Il ne me semble pas que les changements qui sont intervenus ces dernières années sont négligeables. Il s'agit d'un tournant historique. Tout le monde n'en est pas conscient, mais il me semble que toute la dynamique politique est sur le point de changer, si ce n'est pas déjà fait.

Emilie Frenkiel: En ce qui concerne la France, j'ai pourtant l'impression que les avantages sociaux sont menacés.

Wang Shaoguang: Mais vous voyez bien à quel point c'est difficile pour le gouvernement. Je prends toujours l'exemple de Madame Thatcher au Royaume-Uni et de Ronald Reagan aux États-Unis. Lorsqu'ils sont parvenus au pouvoir, ils parlaient sans cesse de réduire l'État. Mais si l'on compare l'étendue de l'État avant et après leur mandat, on ne remarque pas de grand changement. Le changement est resté rhétorique. Dans la dynamique politique des partis, rien ne change. En France, on parle de changement, et les résistances sont nombreuses. Mais si on analyse en détail la structure des recettes et des dépenses, l'évolution est inexistante. En Suède, lorsque l'extrême droite a pris le pouvoir, les dirigeants n'arrivaient pas à saisir cela. C'est ainsi que plusieurs années plus tard, le vieux parti social démocrate a regagné le pouvoir. Je ne pense donc pas que les choses peuvent être changées si facilement.

Emilie Frenkiel: Les réformes actuelles peuvent-elles être uniformément appliquées sur tout le territoire chinois?

Wang Shaoguang: La Chine est un très grand pays. Les politiques publiques sont toujours appliquées de façon inégale. Et une mise en place homogène des réformes ne sera pas forcément synonyme d'efficacité généralisée. Ce n'est même pas une bonne chose. Je viens d'achever un article sur le mécanisme d'apprentissage en Chine. Un des ses avantages correspond à sa diversité. Même les politiques universelles sont mises en application différemment selon les endroits. Beaucoup de gens pensent que c'est un désavantage alors que j'y vois personnellement un avantage. Prenons l'exemple du programme de santé mis en place dans les zones rurales. En théorie, il est appliqué uniformément en Chine. Le gouvernement central donne 40 yuans, le gouvernement local 40, et les 20 yuans restants sont à la charge du malade. Mais en pratique, la situation est plus diverse qu'il n'y paraît. Je pense que ces expériences diverses constituent un terrain d'étude pour l'amélioration des politiques. Ce n'est pas un phénomène récent. C'est le cas depuis 1949. Dans l'article que je viens de terminer – ma femme vient juste de me téléphoner pour me dire que l'éditeur m'avait envoyé les épreuves –, j'explique en quoi la diversité des expériences est enrichissante pour la Chine. Le système chinois peut facilement s'adapter à différentes situations parce que la variété des expériences lui apprend beaucoup. Je ne m'inquiète par conséquent guère au sujet de la mise en application inégale des bonnes et mauvaises réformes. D'une part, c'est tout à fait normal. D'autre part, la Chine en a fait un avantage.

Emilie Frenkiel: Je comprends. Il existe plusieurs façons d'arriver au même résultat. Mais le même résultat est-il atteint partout?

Wang Shaoguang: Non.

Emilie Frenkiel: Les ruraux ne payent tous que 20% de leurs frais médicaux?

Wang Shaoguang: En réalité, dans beaucoup d'endroits, ils paient moins encore. J'ai visité de nombreuses régions où les expériences locales font qu'ils ne paient que 3 ou 7 yuans. On essaie d'encourager la population à utiliser les ressources médicales par des incitations financières. Le gouvernement central et les gouvernements locaux contribuent toujours au moins de l'ordre de 80% mais la contribution individuelle varie grandement d'un lieu à l'autre. Je ne pense pas qu'on peut imposer plus de 20% aux patients maintenant. Tout le monde connaît cette réforme. La réforme a été largement rendue publique et si plus de 20% sont imposés quelque part, les gens vont protester. Cela me semble impossible.

Emilie Frenkiel: Vous me semblez très optimiste.

Wang Shaoguang: Je deviens de plus en plus optimiste, comparé aux années 1990, quand le pays me semblait prendre une mauvaise direction. Il me semble que l'orientation actuelle est la bonne. Comme vous le savez certainement, un sondage montre que c'est ce que 86% des Chinois pensent. J'en fais partie. Prendre une bonne direction ne veut pas dire que des erreurs ne peuvent être faites. Si vous me demandez quels sont les défauts du système chinois, je peux vous en parler pendant des mois. Dans la communauté des études chinoises, on parle toujours du verre vide ou du verre plein. C'est un débat sans fin, qui me semble n'avoir aucun intérêt. Ce qui importe, c'est de savoir si le verre est plus vide ou plus plein qu'avant. La Chine avance vers un verre plus rempli.

Xiao Gongqin 萧功秦 1946

Ce professeur d'histoire à l'Université Normale de Shanghai est le théoricien du mouvement néo-autoritaire des années 1980 et du mouvement néo-conservateur des années 1990. Protégé de l'idéologue officiel Yuan Mu pendant un temps, il considère que le meilleur régime souhaitable pour la Chine, une fois que les conditions nécessaires à une démocratisation réussie sont remplies – à savoir, un bon niveau de développement économique et d'urbanisation, et l'émergence de classes moyennes –, est une démocratie libérale. La transition autoritaire qu'il préconise n'est qu'un mal nécessaire provisoire. Xiao a aussi beaucoup écrit sur la montée du nationalisme en Chine. Il l'a d'abord prôné et conseillé aux dirigeants pour combler le vide idéologique des années 1980. Il fut ensuite été un des premiers à étudier les différents types de nationalisme et à avertir du danger du nationalisme populiste spontané à la fois pour les dirigeants et pour l'ensemble de la société chinoise.

Novembre 2008, Shanghai, chez Xiao Gongqin

Transcrit par Liu Juanjuan et traduit du chinois par Emilie Frenkiel

Emilie Frenkiel : Quand avez-vous commencé à faire des recherches sur questions politiques?

Xiao Gongqin : Au milieu des années 1980, vers 85, 86.

Emilie Frenkiel : Pourquoi avez-vous commencé alors?

Xiao Gongqin : Parce que je suis chercheur en histoire. J'étudiais les raisons de l'échec de l'établissement d'une politique parlementaire démocratique après la révolution de 1911. Ensuite, j'ai étudié la pensée de Yan Fu. Yan Fu était un grand admirateur de Yuan Shikai. J'ai trouvé cela étrange, car pour nous, Yuan Shikai est un homme sans principes, un ambitieux carriériste qui voulait devenir empereur. Cependant, avant qu'il ne devienne empereur, Yan Fu attendait beaucoup de lui, il espérait qu'il réussirait à devenir le Napoléon de la Chine. La Chine avait besoin d'un Napoléon, d'un Cromwell anglais, et pas d'un Washington, parce que la Chine était à ce moment-là encore un pays peu développé,

qui avait besoin d'ordre avant tout. Seul l'ordre pouvait permettre le développement, et une politique démocratique en Chine pouvait créer le chaos, une situation anarchique. D'où ces grandes espérances pour Yuan Shikai. Yan Fu pensait que la meilleure chose entreprise par Yuan Shikai, c'était d'avoir osé dissoudre et faire tomber le Parlement, bien que cela fût fait dans l'illégalité. Car, le Parlement ne passait toutes ses journées qu'à disputer, être en guerre contre, perturber et défier l'autorité du gouvernement. Le gouvernement ne pouvait plus rien faire. Alors dissoudre un tel Parlement était la meilleure chose à faire. Cette idée m'a beaucoup intéressé. Yan Fu était un libéral, très influent en Occident. Comment un tel défenseur de la liberté pouvait-il porter autant d'intérêt à un homme fort et autoritaire ? C'est la raison pour laquelle j'ai étudié les questions politiques du temps de Yuan Shikai.

J'ai découvert que dans les deux premières années qui ont suivi la prise de pouvoir de Yuan Shikai, l'ensemble de la société était réellement très stable, que l'économie se développait très rapidement, que d'un point de vue politique, tout était dans l'ordre. C'était une très bonne occasion de permettre à la Chine de devenir forte. Seulement, Yuan Shikai a voulu devenir empereur, et il est mort trop tôt, si bien que la société a été progressivement plongée dans le chaos. Pourquoi une politique démocratique était-elle invalide en Chine à cette époque ? parce qu'elle était intégralement imitée des institutions occidentales et que la Chine avait peut-être besoin d'un homme fort. Ensuite, je me suis intéressé au Mexique. Au Mexique, l'homme fort, très semblable à Yuan Shikai, était Diaz. Il a permis l'établissement d'un ordre social stable, d'un développement très rapide. Certains l'ont appelé le père de la modernisation du Mexique. Certains le considèrent comme un bourreau (*guizhishou*), comme le pire des hommes, mais peu importe. Son trait particulier fut de maintenir l'ordre social par une poigne de fer, et d'utiliser la stabilité politique pour encourager le développement économique, et de se fonder sur le développement économique pour créer une société pluraliste et encourager l'émergence de classes moyennes. Or, une démocratie normale ne peut se développer qu'en s'appuyant sur les classes moyennes. Dans une société agricole, il ne peut y avoir de vraie démocratie. Ainsi, j'ai estimé que, d'un point de vue objectif, Diaz et Yuan Shikai, avec leur politique de développement économique maintenu d'une main de fer, ont créé les conditions nécessaires à l'instauration future d'une démocratie en Chine. Je me suis ensuite rendu compte qu'ils appartenaient à une tendance, que j'ai appelée le néo-autoritarisme. Mais je n'étais pas un intellectuel public, j'étais un simple un chercheur. Je ne m'intéressais pas à la politique contemporaine.

Tout ceci remonte à 1986. En 1988 j'ai pu présenter ouvertement le fruit de mes recherches à Pékin lors d'une conférence. Ma pensée d'alors peut être résumée ainsi : avant de réaliser la démocratie en Chine, il faut d'abord mettre en place un pouvoir centralisé, dans cette première étape, par laquelle tous les pays développés doivent peut-être tous passer, l'autorité doit être concentrée. Cette idée a provoqué une grande controverse à Pékin, parce qu'à l'époque, les intellectuels étaient tous de la génération de la Bande des quatre, nous avons profondément souffert à cause du régime autocratique, étions très portés vers la démocratie. Mais il y avait un intellectuel qui soudainement pensait qu'il ne fallait pas encore instaurer une démocratie. Tout le monde s'est dit que j'avais un problème, au moins un problème de moralité. J'étais soit un carriériste, soit un opportuniste. Ils m'ont invité à une conférence qui avait pour but de me critiquer. Pourtant, plus j'étudiais l'histoire plus j'étais convaincu d'avoir raison. Après l'incident de Tiananmen, il m'a semblé que la part de responsabilité des étudiants était grande, parce qu'ils ne comprenaient pas ce qu'était un compromis. Pourquoi ne savaient-ils pas ce qu'était un compromis ? Parce que les conditions nécessaires à la formation d'une démocratie en Chine n'étaient pas rassemblées. La culture politique révolutionnaire de la Chine est une sorte de culture politique moraliste, qui fait qu'on juge tout d'un point de vue moral. Les intellectuels pensaient qu'ils étaient démocrates, et que moi j'étais contre la démocratie et donc un réactionnaire, et qu'il fallait donc lutter contre moi. Cette philosophie s'appelle la philosophie de la lutte. Le moralisme de la philosophie de la lutte produit des conflits spécifiques, et ne comprend pas ce qu'est un compromis, et tout ceci peut mener à un conflit avec le gouvernement. Si les étudiants de l'époque avaient pris le pouvoir, une situation proche du gouvernement Yeltsin aurait pu avoir lieu. Or, le gouvernement Yeltsin peut être considéré comme une très grande tragédie pour l'Union Soviétique. Je pense que la Chine a certes

besoin d'une politique forte, mais je n'ai pas approuvé l'usage de tant de violence employée contre les étudiants. Après cet incident, je me suis appliqué de plus en plus à étudier comment la Chine pourrait se transformer d'un pays non développé à un pays démocratique. Il lui faut d'abord passer par une phase autoritaire. C'est ainsi que j'ai commencé à m'intéresser de plus en plus à la politique.

Emilie Frenkiel : Quand vous étiez très jeune, portiez-vous de l'intérêt aux choses politiques ? Par exemple, discutiez-vous de politique avec les membres de votre famille ?

Xiao Gongqin : Il n'est pas facile de répondre à cette question. Pendant la Révolution culturelle, j'avais déjà dix-neuf ans. Avant mes dix-neuf ans la société chinoise était très fermée. On n'était pas autorisé à discuter des problèmes politiques, il n'y avait pas ce genre de discussions. Pour cette raison, je lisais en secret des livres sur la philosophie occidentale - j'en ai lu un certain nombre au lycée – mais je n'avais pas la possibilité d'en discuter avec quiconque. J'étais très en faveur de la démocratie occidentale, j'aimais cette idée et je trouvais désolant que la Chine n'ait pas l'opportunité d'instaurer une démocratie. Puis la Révolution culturelle débuta. Mao Zedong lança le mouvement et donna plus de temps aux gens pour réfléchir. Ce mouvement est en cela très différent du mouvement anti-droitier de 1957, durant lequel tout le monde devait être un instrument docile du PCC, tous les intellectuels chinois aussi, comme des éléphants aussi dociles que des chevaux. C'était le mouvement anti-droitier de 1957, mais il se passa l'inverse pendant la Révolution culturelle. Mao Zedong encourageait la libération de la pensée, pour faire tomber la classe des bureaucrates. Cela nous donna l'occasion de pouvoir discuter bien plus souvent en privé de politique. J'étais à l'époque ouvrier et cela nous permit, avec mes amis, de discuter en privé de politique le dimanche, pendant notre temps de repos. Mais on ne pouvait pas le faire ouvertement, à l'époque.

Emilie Frenkiel : Quels sont selon vous les événements politiques, les livres ou les professeurs qui ont le plus influencé votre pensée politique ?

Xiao Gongqin : Je dois dire que l'étude en 1987-8 de Yan Fu m'a considérablement influencé. Je pense que Yan Fu n'est pas un libéral mais un néo-autoritariste. En 1988-9, j'ai lu Huntington, dont j'accepte une grande partie des idées. C'est un réaliste. Dans les années 1990, j'ai lu Burke, c'est un empiriste. Il pensait que le meilleur régime était un système constitué dans l'expérience. Celui qui était formé pendant le processus d'adaptation aux conditions et à l'environnement, un système qui naissait de la coutume.

Emilie Frenkiel : Des professeurs vous ont-ils fortement influencé ?

Xiao Gongqin : Notre génération et la génération passée d'intellectuels sommes différents en ce sens qu'il faut reconnaître que la pensée de nos professeurs s'était développée dans un environnement fermé. Alors qu'en ce qui concerne notre génération, notre développement idéologique a d'abord été spontané, même si certains d'entre nous ont bénéficié de l'aide de bons professeurs. Mais je pense qu'en général, ces derniers n'ont pas eu d'influence déterminante sur notre pensée. Nous avons étudié et compris beaucoup de choses seuls. Il y a une expression en chinois pour dire qu'on se forme sans professeur (*wu shi zhi tong*). Le monde universitaire actuel est un monde composé de ce genre d'universitaires.

Emilie Frenkiel : Comment avez-vous préparé le concours d'entrée à l'université pendant la Révolution culturelle ?

Xiao Gongqin : C'était à la fin de la Révolution culturelle. On ne pouvait pas entrer à l'université pendant la Révolution culturelle. Pendant la Révolution culturelle, les universités étaient réservées aux étudiants ouvriers, paysans et militaires issus de très « bonnes » familles

(recommandations des écoles, villages etc mais pas d'examen). Les autres ont dû attendre avant d'entrer à l'université. En 1979, j'ai directement passé le concours pour entrer en maîtrise.

Emilie Frenkiel : Il était alors très difficile de réussir ces concours, parce que les candidats étaient extrêmement nombreux. N'est-ce pas ?

Xiao Gongqin : Je fais partie de la première promotion des étudiants-chercheurs (maîtrise), celle de 1978. En 1977, il n'y avait que le concours des étudiants de licence.

Emilie Frenkiel : Etait-il alors facile d'avoir accès aux livres pour préparer ces examens ?

Xiao Gongqin : Les préparations aux examens étaient très aléatoires. Nous avions tous un accès limité aux livres, nous dépendions tous d'amis qui acceptaient par chance de nous prêter des manuels d'université. Je suis très reconnaissant envers un bibliothécaire qui m'a prêté ce genre d'ouvrages. Leur lecture m'a apporté une aide considérable au moment des examens. J'ai eu de la chance.

Emilie Frenkiel : D'après vous, votre point de vue politique actuel est-il très différent de celui qui vous aviez pendant les années 1980 ?

Xiao Gongqin : Je pense qu'il n'a pas beaucoup changé. Je pense que la Chine traverse une phase néo-autoritaire. Elle a été amorcée pendant les années Deng Xiaoping et c'est pour cette raison que l'économie chinoise a pu se développer aussi rapidement. En même temps, j'avais aussi perçu que cette phase néo-autoritaire serait très corrompue, qu'on n'aurait pas de moyen de la contrôler, pas d'équilibre des pouvoirs ni de garantie du régime. D'où la grande corruption de cette étape néo-autoritaire. Ce processus me semble conforme aux exemples historiques.

Emilie Frenkiel : Vos idées ont eu une assez grande influence sur le gouvernement dans les années 1980 et 1990. N'est-ce pas ?

Xiao Gongqin : On ne peut pas parler d'influence. Il s'agit seulement de discours intellectuel, cela n'a pas modifié l'idéologie du gouvernement. Il s'appuie toujours sur la pensée marxiste pour expliquer pourquoi il faut s'ouvrir vers l'extérieur, pourquoi l'après de la réforme et de l'ouverture restera le socialisme. Le gouvernement disposait déjà de son récit théorique, il n'avait pas besoin de mes idées, parce que je formule une théorie politique, le gouvernement ne s'intéresse pas à moi, ne se préoccupe pas de moi. Mais il ne s'oppose pas non plus à mes idées, inutile de faire des discours. Je suis un intellectuel totalement indépendant qui s'est exprimé dans l'espace libre formé après les réformes, même si après le 4 juin 1989, ma pensée n'a pu s'exprimer que de façon indirecte. Je ne suis pas un libéral. Un libéral appartient à la libéralisation, il doit être arrêté. Mon point de vue diverge du point de vue libéral. J'ai donc l'occasion et la possibilité de l'exprimer. Mes vues ne sont pas très à la mode mais la jeune génération d'intellectuels pense de plus en plus qu'elle est légitime en ce sens que la caractéristique principale de ma pensée est que le système actuel a des faiblesses, qu'il n'est pas parfait, mais que c'est un mal nécessaire. Ce n'est pas un système parfait à cause de la corruption par exemple, qui est liée à au régime. Mais il faut impérativement passer par cette étape. J'arrive à la conclusion que tous les pays en développement doivent passer par cette étape, sans laquelle ils connaissent le désordre. S'ils passent par cette étape, cela ne garantit évidemment pas qu'ils deviendront démocratiques. Elle leur permet de se développer économiquement mais peut aussi favoriser la corruption. Mais si on veut aller vers un régime démocratique, il faut d'abord passer par cette étape. Je ne chante pas les louanges du régime actuel, je ne suis qu'un chercheur qui étudie ce régime.

Emilie Frenkiel : Vous n'avez pas de rapports directs avec le gouvernement ?

Xiao Gongqin : C'est exact. Je n'ai pas de rapports directs. Bien sûr, les hauts fonctionnaires organisent des conférences parfois et il arrive qu'ils invitent des chercheurs. Mais le gouvernement ne tient pas à m'écouter parler de ces questions. Il s'intéresse plutôt par exemple au moyen de résoudre les problèmes de corruption, à l'organisation des Jeux Olympiques et au développement de la culture chinoise.

Emilie Frenkiel : Avez-vous souvent l'occasion de rencontrer des hauts cadres ?

Xiao Gongqin : Pas souvent. Je n'appartiens pas à un think tank officiel. Ceux qui en font partie sont appelés par les dirigeants : ce sont principalement des économistes et des juristes. Mais avec le temps, les sociologues sont aussi devenus utiles aux dirigeants. Les dirigeants ne cherchent pas à s'entourer de politologues en dehors de ceux qui utilisent un discours idéologique pour exprimer la légitimité du Parti. Ce sont des politologues officiels. Je suis un politologue indépendant, « populaire » (*minjian*). C'est différent. Nous pouvons nous féliciter d'avoir la chance de pouvoir nous exprimer aujourd'hui à peu près librement. Mais les politologues comme moi ne peuvent intégrer les think-tanks officiels. C'est la raison pour laquelle ceux qui étaient d'abord peu satisfaits de moi m'ont ensuite trouvé plus intéressant, parce qu'ils se sont aperçus que je n'ai jamais obtenu quelconque avantage pour mes prises de position. Je ne suis pas un opportuniste. Ils pensaient à l'origine que j'étais un opportuniste qui faisait l'apologie du gouvernement pour devenir officiel. Ils se sont ensuite aperçus que j'étais un intellectuel lambda. Pendant 30 ans, j'ai été très indépendant d'esprit. Ils ont fini par me reconnaître comme un intellectuel chinois.

Emilie Frenkiel : Cependant, votre pensée sur le nationalisme est peut-être plus importante pour le gouvernement que vous ne le dites modestement, n'est-ce pas ?

Xiao Gongqin : Ma pensée sur le nationalisme a connu deux phases. Dans un premier temps, ma pensée était assez bien vue du gouvernement, parce qu'un pays grand comme la Chine avait besoin d'une sorte d'idéologie pour rassembler et mobiliser sa population. Mais l'idéologie officielle chinoise ne pouvait plus avoir une telle fonction, plus personne n'y croyait et une telle situation pouvait conduire à la perte d'un pays. Il manquait quelque chose au gouvernement sur le plan spirituel et je pensais que le nationalisme pouvait palier ce manque, se substituer à l'idéologie officielle pour rassembler la nation. Voici le premier développement de ma pensée du nationalisme. J'étais plutôt optimiste. Mais avec le temps, le nationalisme chinois s'est considérablement radicalisé et ce genre de nationalisme radical peut remettre en question la politique d'ouverture vers l'extérieur. Il s'oppose à l'ouverture, prône le repli, le retour à l'étude de Mao Zedong, a des idées très arrêtées sur l'Occident, et je pense que ce genre de nationalisme peut être dangereux. J'ai donc alors commencé à critiquer ce genre de nationalisme extrême ou radical. On perçoit donc bien les deux étapes de ma pensée. Peut-être que les Occidents connaissent mieux la première étape mais je pense que la deuxième est plus importante. J'ai un jour écrit un article intitulé « Pourquoi je m'oppose au nationalisme radical », parce que je pense que les chinois ne peuvent pas revenir en arrière (à la politique maoïste), et s'ils le font, ce sera certainement au moyen du nationalisme.

Emilie Frenkiel : Pensez-vous que la démocratie est le meilleur système souhaitable ?

Xiao Gongqin : En tant qu'intellectuel chinois, je désire évidemment ardemment l'avènement d'une démocratie, d'autant plus que j'appartiens à la génération d'intellectuels ayant vécu la Révolution culturelle. La grande majorité de ces intellectuels ressent une haine profonde contre le despotisme depuis cette époque. J'ai un ami qui a un jour dit qu'il doutait des paroles du Président Mao à l'usine. Il fut massacré. Un autre écoutait la radio occidentale, il fut emprisonné 14 ans. Les intellectuels qui comme moi ont eu une telle expérience veulent évidemment une Chine libre et démocratique. Mais les questions sur lesquelles nous réfléchissons sont plus compliquées que celles de bon nombre d'intellectuels : la Chine n'a pas de classes moyennes et les bases du développement économique, si

bien que la démocratie pourrait se transformer en populisme. Des ambitieux pourraient profiter du vote populaire pour assouvir leurs ambitions. La capacité de jugement du peuple n'est pas encore suffisante. C'est la raison pour laquelle je suis particulièrement vigilant en ce qui concerne l'idée qu'il faut immédiatement mettre en place une démocratie. Pour parler simplement, je pense qu'après le développement économique chinois des trente dernières années, il faut encore trente ans pour le développement de la société civile (*gongmin shehui*). Le temps de laisser organisations sociales et toutes sortes de syndicats ouvriers et coopératives agricoles se développer progressivement et devenir graduellement des organisations au sein de la société, unifier la population grâce à la négociation. Seulement après 30 années de développement de la société pourra-t-on entrer dans une phase de réflexion sur la démocratie. Il y en a probablement qui trouvent ma pensée trop conservatrice, puisque j'estime que je ne verrai pas la démocratie instaurée en Chine de mon vivant, mais pour un pays comme la Chine, qui a connu 2000 ans de culture despotique, passer à un régime démocratique en 100 ans ou moins de 50-60 ans serait exceptionnellement rapide.

Emilie Frenkiel : Quand vous parlez de démocratie, voulez-vous dire le vote populaire, les élections etc. ?

Xiao Gongqin : Je pense que la démocratie passe d'abord par l'apprentissage (*xuehui*) d'élections au niveau de circonscriptions locales. Cette circonscription et les intérêts des électeurs sont étroitement liés. Ils doivent apprendre à utiliser le vote pour protéger leurs intérêts. On ne peut pas organiser directement des élections. Les élections directes sont très dangereuses à mon avis. Il semble que très peu de pays n'échouent pas actuellement sur ce point.

Emilie Frenkiel : Le régime politique qui vous semble idéal est-il un régime démocratique ?

Xiao Gongqin : Oui.

Emilie Frenkiel : Mais combien de temps faudra-t-il avant sa mise en place selon vous ?

Xiao Gongqin : Très longtemps. Je pense qu'il faudrait encore 60 ans. Un demi-siècle devrait faire l'affaire, mais peut-être que dans 30 ans on le verra émerger. Mais ce serait dans ce cas un prématuré. Ce ne serait pas une bonne chose. J'espère plutôt qu'il arrivera à terme.

Emilie Frenkiel : Parmi les régimes existants, quel régime correspond le plus à votre modèle politique idéal ?

Xiao Gongqin : Que voulez-vous dire exactement ?

Emilie Frenkiel : Par exemple la démocratie américaine, française, japonaise ?

Xiao Gongqin : Plus le temps passe et je pense que la démocratie américaine ne convient pas trop à la Chine, mais je pense que la démocratie anglaise n'est pas envisageable en Chine, parce que nous n'avons pas de système de rangs (*dengti*), nous n'avons pas de nobles en tant que tels. Le régime français est aussi problématique sur le plan historique. Je pense chaque jour davantage qu'il nous est très difficile de copier directement un modèle occidental de régime démocratique. Si on regarde le Pakistan, la Thaïlande, la Corée du Sud, Taiwan aujourd'hui, ils n'ont pas vraiment réussi à le faire. C'est la raison pour laquelle je pense qu'il faut réfléchir très attentivement à cette question. La Chine devra probablement développer un modèle démocratique qui lui est propre et qui lui convienne mieux. Dans ce régime démocratique, peut-être que le rôle de l'autorité sera encore très grand, un peu paternaliste, assez proche de Singapour. La Chine peut apprendre directement de régimes tels que Singapour du moins, mais pas d'autres systèmes.

Emilie Frenkiel : Mais Singapour est si petit.

Xiao Gongqin : C'est vrai. De plus, il y a beaucoup de choses que nous ne pouvons copier du modèle Singapourien. Par exemple, c'est une ancienne colonie anglaise, influencé par la tradition anglaise. La troisième raison, c'est qu'il ne s'agit actuellement pas d'un régime démocratique. Mais pour parler franchement, le système politique qui est le plus légitime à mes yeux est Singapour.

Emilie Frenkiel : Quel regard portez-vous sur la politique actuelle ? Pensez-vous que la politique menée par Hu et Wen se démarque considérablement des politiques précédentes ?

Xiao Gongqin : J'ai fait une blague à ce propos à mes étudiants il y a quelque temps lors d'un séminaire. Je disais qu'on pouvait comparer la politique de Jiang Zemin à celle du Parti Républicain américain et celle de Hu Jintao à celle du Parti démocrate américain, parce que Jiang Zemin se concentrait surtout sur les groupes d'intérêts et l'efficacité du développement économique alors que Hu Jintao défend surtout l'égalité, les couches sociales défavorisées, les régions peu développées et il utilise la capacité de l'État pour les soutenir. Je pense que ces deux démarches sont légitimes. Cela ressemble au pilotage d'un avion : il faut d'abord tourner dans une direction, puis dans l'autre. Il faut sans arrêt réajuster. Comment la Chine peut-elle être si habile ? Ce n'est pas une démocratie et cela ressemble pourtant exactement à une alternance entre deux partis ! Je pense qu'on peut expliquer cela tout d'abord par les dirigeants: confrontés à une situation difficile, ils doivent faire un jugement rationnel. Ils peuvent mobiliser leurs connaissances pour résoudre le problème et aller dans une direction qui leur est propre. Au nom de la stabilité, de l'intérêt du Parti, l'intérêt de l'État, de la nation, ils peuvent pencher un peu vers une certaine direction. Il est possible qu'après une certaine période de mise en application de cette politique, on s'apercevra qu'elle n'est pas assez efficace : les riches s'en plaignent ?, l'économie ne se développe plus. Il faut alors faire marche arrière. Il arrive qu'un tel changement ait lieu et c'est bien évidemment lié à la personnalité des dirigeants.

Emilie Frenkiel : J'ai encore une question concernant la politique actuelle, par exemple la politique sociale en cours, la politique visant à développer la transparence du gouvernement. Les trouvez-vous efficaces ou la résistance à ces politiques est tellement grande qu'il est impossible de les appliquer véritablement ?

Xiao Gongqin : D'un point de vue logique, il était absolument nécessaire de promulguer ces politiques, y compris le nouveau code du travail, la protection du travail, l'aide financière aux démunis. Mais le moment semble peu opportun du fait de la crise financière. Car en temps de crise économique, le gouvernement doit surtout prêter attention aux performances économiques. Il semble donc qu'il est un peu trop tôt pour mettre en place ces politiques, mais à l'époque on n'avait pas pensé à cet aspect-ci. Par exemple, si on est trop strict sur le nouveau code du travail, les capitalistes (*cibenjia*) ne vont plus vouloir employer des travailleurs et ce seront toujours ces derniers qui en souffriront. Mais on n'avait pas pensé à cela à l'origine. On voulait seulement aider les plus pauvres et on n'avait pas pensé qu'au final cela leur porterait préjudice. Je pense que tout ceci peut se comprendre. Les intentions sont louables mais le temps peut opportun, même il faut prendre cette direction.

Emilie Frenkiel : À quel courant de pensée diriez-vous que vous appartenez ? J'ai par exemple déjà interviewé des chercheurs tels que Xu Youyu, qui s'est déclaré libéral et donc régulièrement en contact avec des intellectuels libéraux, et Wang Shaoguang qui s'est dit proche de la Nouvelle gauche.

Xiao Gongqin : Et bien, je pense plutôt appartenir au camp des nouveaux conservateurs.

Emilie Frenkiel : Xu Youyu m'a dit qu'auparavant, la Nouvelle gauche et les Libéraux s'opposaient mais qu'aujourd'hui ils doivent compter avec un troisième, les nationalistes culturels. Etes-vous d'accord avec cette typologie ?

Xiao Gongqin : Je pense que les nationalistes culturels ne sont pas sur le même plan que les deux autres courants. Ils parlent de culture, mais pas de politique. L'opposition sur un plan politique se fait entre les libéraux, la Nouvelle gauche et les néo-autoritaristes. Les néo-autoritaristes se trouvent au milieu. Mais si l'on se situe sur le plan des relations avec le gouvernement, on peut dire que je suis celui qui le comprend le mieux. Les libéraux se concentrent sur la liberté, la Nouvelle gauche sur l'égalité. Je me focalise sur l'ordre. Dans ce sens, les trois courants sont symétriques. Mais le nationalisme culturel n'appartient pas à cette catégorie.

Je pense que Kang Xiaoguang est plus proche du néo-autoritarisme. Il se considère comme un nationaliste culturel mais il dit en définitive que l'esprit de base du néo-autoritarisme doit puiser dans la culture ancienne, et pas dans la culture occidentale. Sur ce point, il faut admettre que nous n'appartenons pas au même courant.

Emilie Frenkiel : Bien que la « génération de la Révolution culturelle » ait vécu des événements véritablement uniques et se démarque clairement des autres générations, il semble que les intellectuels issus de cette génération ont des idées parfois très différentes. Même s'ils ont tous été fortement marqués par cette période, leurs conceptions politiques varient considérablement. Beaucoup de livres, notamment étrangers, décrivent les nombreux traits communs à cette génération mais lorsque j'en parle avec des amis chinois, ils les relativisent davantage. Ils associent l'expérience personnelle de la Révolution culturelle de chaque chercheur à son positionnement politique. Quel est votre avis sur la question ?

Xiao Gongqin : Je pense qu'il est très difficile d'utiliser l'expérience vécue pour expliquer totalement ses conceptions politiques. On peut citer le cas des enfants de hauts cadres du Parti qui sont devenus des libéraux. En tant qu'enfants de hauts cadres, ils ont bénéficié d'un environnement privilégié pendant la Révolution culturelle. On peut citer le directeur d'un institut de recherche non officiel « l'Institut de Recherche sur la Chine et le Monde », dont les recherches sur les élections libres ont le plus d'influence en Chine. Je n'arrive pas à retrouver son nom, il est le petit-fils d'un très haut cadre militaire (Liu Zhijian). Pourtant, c'est un libéral depuis 20, 30 ans.

D'autres enfants de cadres appartiennent plutôt à la Nouvelle gauche. Peut-être que la seule expérience de la Révolution culturelle ne peut tout expliquer. On peut cependant ajouter que la plupart des membres de la Nouvelle gauche n'ont pas vraiment connu la Révolution culturelle. Ils sont très insatisfaits de leur vie actuelle et plongent facilement dans un romantisme de la Révolution culturelle. Mais pour ceux qui ont vécu la Révolution culturelle, nous savons que cet événement n'aurait jamais du avoir lieu et c'est la raison pour laquelle il nous est impossible de partager les idées de la Nouvelle gauche.

Emilie Frenkiel : J'ai trouvé votre article traduit en anglais sur la technocratie (*Journal of Democracy*) très intéressant. Je pensais pouvoir m'en servir pour comprendre le rôle de chercheurs tels que He Zengke, de l'Institut officiel de recherche sur les innovations démocratiques au niveau local. Mais lorsque j'ai rencontré des chercheurs libéraux, ils m'ont assuré que ce genre d'instituts n'avait aucune influence politique.

Xiao Gongqin : Je pense que ce genre d'instituts est très influent parce qu'ils utilisent la langue marxiste pour présenter aux dirigeants des problèmes actuels. Ils sont très influents. Bien plus que moi.

Emilie Frenkiel : Ils sont en théorie marxistes mais ils s'intéressent à la démocratie, à la démocratisation des gouvernements locaux notamment. He Zengke et Yu Keping écrivent tous au sujet d'une démocratie graduelle, partant du village puis s'étendant vers les échelons administratifs supérieurs.

Mais comme cette extension graduelle des élections n'a pas encore eu lieu, certains chercheurs interviewés estiment que ces chercheurs n'ont aucune influence.

Xiao Gongqin : La démocratie proposée par He Zengke et par d'autres chercheurs est pensée dans le cadre limité par le gouvernement, mais une véritable démocratie émerge de la société civile. Ils sont cantonnés aux circonstances actuelles, dans lesquelles ni les ouvriers ni les paysans n'ont le droit de former leurs propres organisations sociales. Ce droit de vote régionalisé ne peut avoir le rôle escompté par la population. Cela n'a rien avoir avec les pays occidentaux et la spontanéité et l'indépendance de leurs organisations. Ils ont une véritable société civile. Mais ces personnes qui de Pékin font des expériences démocratiques le font dans un cadre totalitaire. Ils mettent en place des élections à différents échelons administratifs. Elles peuvent facilement perdre leur sens et cette méthode se transforme en autre chose. Par exemple, si je dois voter, il est possible que je choisisse mon candidat mais je peux subir beaucoup de pressions et peut-être qu'au final, la démocratie en Chine est bien difficile à mettre en place.

Emilie Frenkiel : Un certain nombre de chercheurs pense que le concept d'autoritarisme n'est plus très utile, parce que quand certains chercheurs occidentaux l'utilisent, cela leur permet de dire qu'on peut comparer la Chine d'aujourd'hui et la Chine d'il y a 40 ans. Étant donné que les choses ont beaucoup changé, ce concept semble être devenu inutile.

Xiao Gongqin : Je crois que ces chercheurs n'ont pas lu mes livres, sinon ils sauraient. Mon concept d'autoritarisme découle du totalitarisme. Il découle de la tradition totalitaire : l'appareil étatique, la propagande et la police ne doivent désormais plus être mis au service du communisme mais de la stabilité de l'autorité gouvernementale. Si l'on compare le régime démocratique, ce régime autoritaire et d'autres régimes autoritaires, on s'aperçoit que la capacité de l'État, dans notre régime, est particulièrement forte et sa société très faible. Or, la plupart des régimes autoritaires sont faibles et leur société est quasi inexistante. Il faut en fait trouver un équilibre entre État et société. Selon les principes politiques autoritaristes chinois, l'État est très fort et la société très faible. C'est la particularité du système chinois, mais cela n'empêche bien sûr pas le régime chinois d'être autoritaire. Il ressemble aux autres régimes autoritaires. Après sa transformation post-totalitaire, à cause de l'histoire et de la tradition que la Chine ne peut totalement abandonner, y compris le système maoïste que Deng a transformé, la Chine est devenue un régime autoritaire. Un régime est forcément le fruit d'une histoire ; il ne peut sortir tout droit de notre imagination. Ce serait intenable. Le Parti communiste ne souhaitait par perdre le pouvoir. Il cherchait la stabilité. Il voulait garder le monopole du pouvoir, et c'est dans ce but qu'il était contraint de développer l'économie du pays. Or, la société du développement économique est pluraliste ; elle est donc incompatible avec les régimes totalitaires, mais pas avec les régimes autoritaires.